

Prolétaires de tous les pays, nations et peuples opprimés unissez-vous !

# Le quotidien du peuple

Organe central du PARTI COMMUNISTE RÉVOLUTIONNAIRE marxiste-léniniste

MERCREDI 4 OCTOBRE 1978 - N° 761

Commission paritaire N°56 942 Tel. 636.73.76

2, 00 F.

Dans les services publics

## La résistance à l'austérité s'amplifie



- SNCF : la grève des roulants massivement suivie. De nouveaux préavis de grève déposés Lire en page 5
- PTT : plusieurs centres de tri entrent en lutte Lire en page 4
- Le mouvement continue dans l'enseignement Lire en page 7

Barre ne cesse de répéter qu'il poursuivra sa politique d'austérité et affiche son mépris des luttes des travailleurs, qu'il qualifie de «folkloriques». S'il pensait empêcher la riposte, il risque d'en être pour ses frais. Bien des signes attestent de la combativité des travailleurs : la grève des roulants de la SNCF a été très largement suivie, et pourrait se poursuivre dans de nombreux endroits. Dans les postes, des centres de tri sont en lutte depuis plusieurs jours.

Menaces de démantèlement  
de l'A.N.P.E.

**NOUVELLE ATTAQUE  
CONTRE LES CHÔMEURS**

Lire en page 6

**JOURNÉE PORTES  
OUVERTES  
CHEZ AZUR  
(VINCENNES)**

- Mercredi 4,  
à partir de 16 h

Depuis le 25 septembre, les ouvrières ont décidé de remettre en route les machines, de produire des madeleines et de les vendre.

Chantiers navals  
de la Ciotat

### Plan d'intervention policière

Au moment où les travailleurs des Chantiers navals de la Ciotat envisagent de durcir leur action, après que 1 634 d'entre eux viennent de recevoir leur lettre de licenciement, un plan d'intervention des flics vient d'être dévoilé, au cas où une occupation serait décidée. Ce plan prévoit une action simultanée par mer et par terre, et les flics pensent, par ce procédé, pouvoir évacuer le chantier en moins de deux heures.

Lire en page 5

### PTT : quelle «sécurité» pour les postiers ?

Lire en page 4

### La politique d'austérité de Callaghan en difficulté

Le congrès du parti travailliste a rejeté le projet du Premier ministre de limiter à 5 % la hausse des salaires. Une décision qui est le résultat des luttes des travailleurs, notamment chez Ford.

Lire en page 12

### «Alertez les bébés» Interview du réalisateur Jean-Michel Carré

Lire en page 9

### 40<sup>e</sup> Congrès CGT : les limites à l'ouverture

Lire en page 8

Demain,  
dans le Quotidien du Peuple,

**UN DOCUMENT  
EXCLUSIF :**  
Des Chinois  
expulsés de Saïgon  
témoignent

De notre correspondant  
à Pékin





# Tribune de discussion pour le 3<sup>e</sup> Congrès du Parti Communiste Révolutionnaire m-l

La tribune de discussion pour le 3<sup>e</sup> Congrès du PCR ml est ouverte aux organisations du Parti, à ses sympathisants et ses amis. Dans ce cadre, les nombreuses contributions qui sont attendues pourront être publiées selon l'ordre et l'intérêt de la discussion. Le

camarade Jacques Wandler, membre du Comité central et chargé par lui de cette tâche, répondra chaque fois que cela sera utile à ces contributions pour éclaircir le sens des modifications dans le projet et éventuellement, les développer.

## A propos de la crise politique

Toute la partie du projet de programme du PCR ml sur la crise m'apparaît un peu optimiste : le terme de crise politique, au sens léniniste, signifie que la question du pouvoir est explicitement posée et qu'on est à la veille immédiate de l'insurrection armée.

Or les conditions sont loin d'être réunies pour qu'on puisse sans risquer l'aventurisme (cf les briga-

des rouges en Italie) décrire la situation de cette façon.

Depuis 10 ans, on ne peut pas dire que la classe ouvrière s'est massivement dégagée de l'influence des partis de gauche (comme c'est affirmé dans le projet). On est loin de Ségué à Billancourt ou même, sans remonter si loin dans le temps, de l'énorme manifestation anti-PCF pour la mort de Pierre Overney.

D'un autre côté, les alliances de classe ne se sont pas non plus construites au point qu'existe vraiment un camp du peuple bien net. Les forces révolutionnaires dans ce pays sont encore faibles, et au rythme actuel, il faudra encore un bon bout de temps pour qu'elles constituent en France un pôle de référence un peu sérieux (c'est dommage, mais il faut voir les choses comme elles sont !!!). Quant aux clas-

ses dominantes, elles n'ont pas non plus épuisé toutes leurs cartouches et toutes les combinaisons politiques possibles (Giscard-Rocard par exemple).

Il me semble donc faux d'employer ce terme de crise politique car il risque d'engendrer bien des illusions et donc des déceptions, de déboucher sur le volontarisme et l'activisme stérile qui tue toute l'ex-

trême gauche depuis des années.

Aujourd'hui, il faut plutôt accumuler des forces, faire avancer la réflexion sur les grands problèmes théoriques (le parti, la démocratie, l'art, la philosophie, l'analyse de classe), et là-dessus, c'est vrai que le programme avance un peu ; il faut propager le point de vue révolutionnaire dans les usines et à la campagne, afin le moment

venu d'être capable de construire un nouveau parti, qui d'emblée puisse être une alternative crédible à toutes les forces de conservation de l'ordre social actuel. La patience n'est-elle pas la principale qualité des révolutionnaires ?

Amitiés

M.C.

(Brétigny sur Orge)

Il y a, à la base de la première série de remarques, une vieille confusion entre crise révolutionnaire et crise politique : le léninisme, précisément, opère la distinction entre ces deux concepts.

Le premier réfère au moment où s'opposent, sous une forme antagonique, « ceux d'en haut qui ne peuvent plus gouverner comme avant » et « ceux d'en bas qui ne veulent plus être gouvernés comme avant » : dans un tel moment, sans d'ailleurs qu'on puisse juger d'emblée si l'issue sera favorable ou non (— ce qui dépend de facteurs politiques précis comme l'existence ou non d'un Parti, son rapport aux masses, sa ligne, sa force militaire... etc.) la question du pouvoir devient une question pratique à résoudre immédiatement, et l'insurrection prolétarienne est à l'ordre du jour.

Le second décrit une situation de forme et de durée variable, où s'exacerbent toutes les contradictions fondamentales de la

société capitaliste, au plan de l'infrastructure et de la superstructure.

Ainsi, le processus de développement de la crise politique, qui n'est d'ailleurs pas un processus linéaire, ne peut-il être assimilé à la crise révolutionnaire qui en constituera le dénouement ; mais il n'est pas réductible non plus à ce qui peut en constituer des aspects, à savoir une crise économique de grande ampleur ou des difficultés au sein des structures gouvernementales de la bourgeoisie.

Le projet de programme, pour caractériser la situation actuelle comme procédant d'une crise politique ouverte il y a maintenant plusieurs années, se réfère à plusieurs éléments qui convergent. Rappelons les principaux, brièvement :

Les difficultés économiques persistantes de la bourgeoisie qui s'aggravent

et ne peuvent être résolues du fait même de leurs origines profondes : la situation particulière de faiblesse de l'impérialisme français dans le cadre des nouveaux rapports de forces politiques à l'échelle mondiale.

La modification profonde des rapports de classe qu'entraînent ces difficultés (liquidation de la paysannerie pauvre, dégradation de la situation des couches intermédiaires, différenciation au sein de l'aristocratie ouvrière... etc.).

La faillite, liée aussi à l'expérience qu'en ont fait les masses, du modèle idéologique antérieur, dit de consommation, et son remplacement par un modèle de crise, incapable désormais de servir durablement de « ciment idéologique » pour la pratique de la collaboration de classes.

L'ébranlement du système de valeurs de la bourgeoisie, la remise en cause des mille et un aspects de sa domination dans les domaines les plus divers.

La division de plus en plus grande des partis bourgeois, à gauche comme à droite, et les contradictions importantes qui les traversent : de ce point de vue, et même si effectivement toutes n'ont pas encore été essayées, aucune combinaison n'apparaît d'emblée comme suffisamment forte, suffisamment crédible pour assurer, dans une période de crise, le consensus nécessaire à la bourgeoisie pour éviter, à terme, de plus amples affrontements de classe.

Enfin et surtout, la nature des questions posées par la classe ouvrière dans le cours même de ses luttes, questions qui dépassent très souvent le cadre strictement revendicatif, pour aborder le problème de qui dirige la société, dans quels buts.

C'est sur ce dernier point des questions posées dans la classe ouvrière et plus largement dans le peuple, que ton pessimisme apparaît le plus grand. La difficulté à saisir la maturation de cette crise dans les 2 dernières années (car pour la première moitié des années 70, les choses apparaissent à première vue plus claires) provient à mon sens de la façon particulière dont toutes les données ci-dessus se sont nouées : il n'a pas été possible en effet, durant cette période, d'en mesurer l'évolution à partir d'un critère familier aux révolutionnaires — le baromètre des luttes — car celles-ci se sont trouvées contrariées notamment par 2 données qui en ont effectivement empêché l'extension.

Le poids même des aspects économiques de la crise, avec les hésitations, la division liée aux difficultés de la lutte anti-chômage, la

réticence à engager au coup par coup une riposte qui ne pouvait être efficace qu'à condition de revêtir une certaine ampleur.

Les pressions des partis de gauche qui ont, pour leurs buts électoraux, systématiquement fractionné, morcelé les grèves et isolé les secteurs combattifs ; le succès de ces partis dans leur entreprise étant à rapporter autant à leurs poids dans les structures de lutte de la classe (syndicats) qu'à la situation où ils pouvaient sembler constituer une alternative crédible pour l'échéance électorale.

Dans ces conditions, il est vrai que les aspirations nouvelles ont pu, non être étouffées, mais atomisées, reléguées au second plan par rapport au cirque électoral lui-même et au jeu politique des partis bourgeois mais, comme on dit, à peine le rideau baissé, les premières luttes déclenchées par la classe ouvrière ont montré que désormais, les choses ne se passeront pas forcément aussi bien pour la bourgeoisie.

Du point de vue enfin des forces révolutionnaires, au sein desquelles il faudrait d'ailleurs introduire des distinctions et dont le rythme de développement ne peut en tout état de cause qu'être lié à la situation concrète de la lutte de classes, ce serait noircir la situation que de nier et les progrès accomplis et surtout les possibilités qui leur sont ouvertes aujourd'hui.

L'existence de vastes secteurs de remise en cause de la société actuelle, non seulement dans la classe ouvrière, mais dans des couches du peuple très diversifiées, créé des conditions assez favorables (d'autant que chacun de ces secteurs commence à saisir la nécessité d'une action plus globale) au regroupement des forces autour des questions essentielles du moment (la riposte ouvrière, et populaire, la lutte contre la division de la classe par le chômage, etc.) et à la construction d'une alternative large à l'hégémonie des réformistes et du révisionnisme.

Les premières avancées et les premiers progrès enregistrés dans l'édification de notre Parti, l'avancée réelle du processus d'unification des ML, voilà autant de données issues de la période qui vient de s'achever, et qui permettront aux communistes de peser d'une façon plus grande dans les combats de classe à venir.

Ainsi se trouvent décrites un certain nombre de tâches et de cibles parmi lesquelles figurent un certain nombre de celles que tu dis, et sur lesquelles nous aurons l'occasion de revenir.

Jacques WANDLER

**manifeste**  
pour le socialisme

Le PCF et le centralisme démocratique : sens d'un débat

sur la question de Staline

Prix : 10 F (+ 2 F de port)

Prix : 5 F (+ port : 2,10 F) Prix : 10 F (+ port : 2,90 F)  
Les deux brochures : 20,80 F (port compris)

Vous pouvez passer commande de ces brochures en écrivant à : Le Quotidien du Peuple BP 225 - 75924 Paris Cedex 19



Internationale Socialiste

# L'EUROPE AU COEUR DES DIVERGENCES

● Pendant deux jours, jeudi et vendredi dernier, les responsables de l'Internationale socialiste se sont réunis. Protégés par les murs épais de l'hôtel Méridien de Paris et par une cohorte de gardes du corps, ils ont débattu de problèmes aussi divers que l'élargissement de la CEE, les accords de Camp David, ou bien encore la situation en Tchécoslovaquie. Ils ont enfin adopté le calendrier de préparation du congrès de l'IS, qui aura lieu en novembre à Vancouver (Canada).

La brochette de personnalités du monde politique que réunit l'Internationale socialiste est toujours impressionnante. Ainsi, Mitterrand recevait l'autre jour le chancelier d'Autriche, Kreisky, le président du Sénégal, Senghor, l'ancien chancelier Brandt, et aussi Craxi, du PS italien, et Shimon Pères, le chef de l'opposition israélienne. Brochette impressionnante à laquelle s'ajoutent d'habitude le Suédois Palme, l'Espagnol Gonzalez, et le Portugais Soares, absents à Paris. Au total, des hommes qui ont un poids politique certain au sein de leurs bourgeoisies respectives. Est-ce à dire que l'Internationale socialiste qui unit ces chefs d'Etat ou ces chefs de l'opposition agit comme une sorte de super-gouvernement, qui tirerait les ficelles dans l'ombre ? Sur ce que l'on peut savoir de la réunion de Paris, ce n'est pas le cas. Partageant des grandes idées communes — le pro-américanisme, l'anti-communisme, une relative hostilité de la démocratie chrétienne — les différents partis sociaux démocrates se définissent avant tout selon leur situation spécifique. Les thèmes des tra-

voux de Paris en fournissent plusieurs exemples.

## DES DIVERGENCES RÉELLES

Ainsi les positions divergent en ce qui concerne les appréciations de l'accord de Camp David. En face du sioniste Pères, le chancelier d'Autriche Kreisky a réaffirmé son hostilité à toute solution qui ne passerait pas par le droit à l'existence du peuple palestinien. Elles divergent encore plus en ce qui concerne le Marché commun. En principe, les questions de la CEE relèvent au sein de l'Internationale socialiste d'une commission spécialisée, présidée par le Français Pontillon. Pourtant, le problème de l'élargissement est venu en discussion devant l'ensemble du bureau de l'Internationale socialiste. Il y a quelques raisons à cela, puisque les sociaux démocrates ne parviennent pas à faire leur unité là dessus. En particulier, les conditions avancées par le PS français pour l'entrée de l'Espagne, de la Grèce et du Portugal dans le Marché commun sont ressenties comme autant d'entraves par les sociaux

démocrates allemands. Ces contradictions, d'apparence mineures, peuvent retentir de manière importante sur les rapports même au sein de la CEE. D'abord parce que les choses ne se présentent pas de la même manière selon que les sociaux démocrates, qui représentent des forces politiques importantes en Europe, marchent ou non d'un même pas, dans une même direction. Ensuite parce que les sociaux démocrates tiennent la présidence du parlement européen, place qui va être considérablement réévaluée par l'élection au suffrage universel de celui-ci. Jusqu'à ces derniers jours, Brandt apparaissait comme le seul candidat.

## MITTERRAND CANDIDAT A LA PRESIDENCE DU PARLEMENT EUROPEEN ?

Or, selon des rumeurs insistantes, Mitterrand ne dédaignerait pas de se voir porté à la présidence de cette assemblée. Si des questions d'ambition personnelle entrent bien sûr en ligne de compte, elles ne sont pas les seules. Là

encore, il n'est pas indifférent pour les bourgeoisies européennes de savoir si le futur président de l'assemblée sera allemand ou français. Le poids politique du pays en question sera en effet un élément politique important dans l'évolution européenne.

Précisions encore que malgré de multiples tentatives d'accord, les différents partis sociaux démocrates d'Europe feront campagne séparément en juin prochain. Là encore c'est la preuve que les particularités politiques nationales l'emportent sur les convergences idéologiques chez les sociaux démocrates.

Toutes ces divergences ne vont pas manquer de rebondir dans les mois à venir. Elles seront au centre du prochain congrès national, qui se tiendra en novembre au Canada, et qui fait suite à celui qui s'est tenu en novembre 76 à Genève. Celui-ci avait consacré la prépondérance du parti social démocrate allemand. Rien ne prouve qu'il en sera de même cette année.

Nicolas DUVALLOIS

## Mitterrand en Grèce

A la suite des contacts pris lors de la réunion de l'Internationale socialiste, Mitterrand se rendra en Grèce du 10 au 13 octobre. Il y est invité par Andréas Papandréou, président du mouvement socialiste panhellénique. Mitterrand s'entretiendra également avec des membres du gouvernement, notamment sur l'entrée de la Grèce dans le Marché commun.

## Du travail pour les députés

Les députés et les sénateurs sont au travail depuis lundi, et pour 82 jours. Si l'essentiel de leur activité va être consacré à l'examen du budget, d'autres textes, fort nombreux, vont être soumis aux assemblées par le gouvernement. Il s'agit pour celui-ci de battre le fer quand il est chaud, et de faire passer un certain nombre de décisions, déjà prises, mais qui doivent recevoir l'aval du parlement pour avoir force de loi. C'est par exemple, le cas de la prise de participation de l'Etat

dans la sidérurgie, qui doit être discutée les 9 et 10 octobre prochains. C'est aussi le cas de la réforme des conseils des prudhommes, qui a commencé à être étudiée par les députés dès lundi après midi. Autre exemple : le projet de loi restreignant les permissions de détenus, qui fournit une bonne vision de la pratique gouvernementale et des mœurs parlementaires. S'appuyant sur une intense campagne de presse, Peyrefitte entend mener son projet rondement : le projet de loi

est prêt depuis quelques jours, il a été étudié lundi après midi par la commission des lois. Il doit être soumis à la discussion du Parlement ce mardi matin. Après un petit tour au Sénat, dans le courant de la semaine prochaine, la loi sera votée définitivement dans le courant du mois d'octobre. Les décrets d'application étant du ressort du ministre, on peut penser que dans trois semaines, une nouvelle loi fera son apparition. Inutile de dire qu'il n'en est pas toujours de même.

La machine a entériné les lois n'ira pourtant pas aussi vite que le souhaiterait le gouvernement. La motion de censure déposée par les socialistes, sera discutée mercredi et jeudi. Si elle n'a bien entendu aucune chance de passer, elle n'en sera pas moins l'occasion d'un échange d'arguments qui permettra à chacun des groupes et orateurs d'exprimer leur grogne envers le gouvernement de Barre. Lequel, après avoir laissé passer l'orage, continuera à soumettre ces lois.

## Les Soviétiques veulent accroître leurs échanges avec la France

Lundi et mardi s'est réunie à Paris la «grande commission» franco-soviétique, chargée d'animer les échanges économiques, scientifiques et techniques entre les deux pays. Cette commission est actuellement présidée par Monory du côté français et Kirilline du côté russe. Plus qu'à une mise en œuvre de nouveaux échanges, c'est à une sorte de bilan que se

sont livrés les experts. Un bilan qui fait apparaître un net ralentissement dans la progression du commerce entre la France et l'URSS. Un objectif avait été fixé il y a quatre ans : celui de parvenir à un triplement des échanges de 1975 à 1979. Celui-ci n'est pas atteint, puisque de 30 % en 75 et 76, la progression annuelle est passée à 20 en 77 : il en sera proba-

blement de même cette année. Plus généralement, les Soviétiques sont mécontents du fait que les échanges sont déséquilibrés : les achats français sont essentiellement concentrés dans les domaines des matières premières et énergétiques, tandis que les Russes achètent principalement des équipements et des machines. Actuellement, les échan-

ges entre la France et l'URSS sont inférieurs à ceux qu'entretient l'URSS avec la RFA, la Finlande, le Japon et l'Italie.

Dans une interview accordée au *Monde*, le vice-président du conseil Kirilline se plaint vivement de la faiblesse des échanges entre les deux pays.

## Après l'échec de De la Malène

Claude Labbé, président du groupe RPR à l'Assemblée nationale, a commenté la défaite du candidat RPR dans l'élection partielle du 14<sup>e</sup> arrondissement. Il a notamment déclaré : «L'élection de Paris ne prend pas pour nous valeur de test national. Nous en tirerons cependant les leçons.» Les leçons, pour lui, c'est que de la Malène «a beaucoup mieux résisté au climat de morosité et d'indifférence que ses prédécesseurs de la majorité.» Deuxième leçon : «Plus que jamais, le Parti socialiste apparaît comme le parti attrape-tout.» Enfin, il en profite pour lancer des piques contre le gouvernement qui, selon lui, «serait bien inspiré en évitant, par une meilleure explication des mesures qui s'imposent et le rejet de celles qui ne s'imposent pas, de laisser se créer et s'amplifier l'expression de mécontentement.»

## Refus d'extradition pour la polonaise de Nancy

Le ministre de la Justice a refusé d'extrader Mme Bernardis, une polonaise de 34 ans qui avait quitté son pays après avoir démissionné du PC. La Pologne avait demandé son extradition, en argumentant sur le fait qu'elle avait falsifié un chèque pour se procurer un passeport : «détournement de fonds publics», alors même que la jeune femme avait entrepris de rembourser la somme ! Dans un premier temps, la Cour d'Appel de Nancy, jugeant que l'affaire n'était pas politique, avait donné un avis favorable à la demande des autorités polonaises. Aujourd'hui, Mme Bernardis, qui était incarcérée depuis le 11 septembre dernier à la prison de Nancy est libre.

## L'UDF militante

Selon Lecanuet président de l'UDF, ce mouvement est «en passe de devenir un mouvement de militants de base pour soutenir le Président de la République, notamment en 1981». Attaquant au passage le RPR, il a également déclaré : «Toute tentative pour dénier l'action du Président de la République est vaine et vouée à l'échec (...) On ne peut, a-t-il ajouté, sur tous les sujets, critiquer ou manifester des réticences, tout en s'estimant fidèle à l'esprit de la V<sup>e</sup> République.» La référence à la V<sup>e</sup> République ne manque pas de sel dans la bouche d'un homme qui s'est opposé à de Gaulle particulièrement en 65.

## Le CDS et l'UDF

«La mise en place des structures de l'UDF doit se faire parallèlement au développement de la propre implantation du CDS (...) L'UDF est et reste une fédération et non un parti, c'est son intérêt comme c'est le nôtre.»

C'est Diligent, secrétaire général du CDS, qui s'exprime ainsi dans *Action Démocratique*, publication du CDS à destination des cadres (dans tous les sens du terme) de ce mouvement. Alimentant ainsi la rubrique : l'UDF doit-elle absorber les mouvements qui la composent jusqu'à la disparition de ceux-ci ?

## Des écologistes et le Parlement européen

La CIME (Coordination Interrégionale des Mouvements Ecologistes) s'est réunie pour la seconde fois le week-end dernier dans la région lyonnaise. Au cours de la réunion, la CIME a défini sa position quant à l'élection du Parlement européen. «La CIME est favorable à la création d'une structure distincte de participation aux élections européennes. Elle crée à cet effet, en son sein, une commission chargée d'étudier le problème, de nouer des contacts», devait déclarer un porte-parole. Un code a été défini, pour les candidats éventuels. Ils ne pourront notamment appartenir à aucun parti politique. Ils ne seront élus que pour une durée limitée et seront remplacés par les suivants sur la liste. Leurs indemnités seront gérées collectivement. Ils devront être permanents et ne pourront se présenter à d'autres élections.

## Rectificatif

Nous avons indiqué par erreur dans notre édition d'hier que le RPR avait perdu un siège au profit d'un socialiste dans la deuxième circonscription du Gers. En mars, le siège avait déjà été gagné par un socialiste.



## Après la mort d'un facteur

Cela s'est passé mardi dans le 20<sup>e</sup> arrondissement de Paris. Georges Albert, un facteur de 48 ans, était en train d'effectuer sa tournée rue de Belleville lorsqu'il fut attaqué par un homme. Georges Albert ne veut pas lâcher sa sacoche. Après une bagarre qui se poursuit jusque dans la cour de l'immeuble, il reçoit un coup de couteau et lâche les 7 200 F en espèces qu'il transportait. Mercredi matin, le facteur décédait à l'hôpital de la Pitié.

Tout le personnel de son bureau de poste a fait une grève de protestation pendant la journée de mercredi. Georges Albert est le 82<sup>e</sup> facteur agressé cette année dans la région parisienne, dont 44 rien que pour Paris ville.

D'abord on ne peut raisonner sur ces chiffres bruts sans considérer la situation générale. Les individus du «milieu» ont traditionnellement plusieurs sources de «revenus»: drogue, proxénétisme, cambriolage, hold up. Au gré des circonstances et selon la difficulté comparée des diverses sources, le «milieu» pratique plus tel type de délit, ou moins tel autre. Les flics eux-mêmes savent que lorsqu'ils engagent une campagne de lutte contre le proxénétisme, ils peuvent s'attendre à une augmentation des holds-ups. Ce phénomène, classique pour ce qui concerne le milieu, ne concerne pas la «petite délinquance», elle même plus liée à la crise et au chômage, et qui accompagne nécessairement cette crise.

Pour ce qui concerne le même type de délits, par exemple l'agression en vue de se procurer des fonds, on observe aussi des «transferts»: au fur et à

mesure que les guichets de banque sont devenus de véritables forteresses (doubles grilles, alarmes, vitre pare-balles, coffres-forts inviolables) les cambriolages de banques se sont faits plus rares. Et même les holds-ups ont changé: la présence de tous ces dispositifs a empêché les gangsters de se «servir» eux mêmes; ils ont eu de plus en plus recours à la prise d'otages. La mise sur pied d'une brigade anti-gang et le perfectionnement des équipements ainsi que la sévérité accrue de la justice pour ce genre de délits a contribué à les rendre à nouveau plus rares ces derniers temps.

### SECURITE DES POSTIERS OU DU FRIC ?

Au fur et à mesure que la sécurité des banques se renforçait, la vulnérabilité du système financier des PTT apparaissait plus sail-

lante. D'abord en raison de son éparpillement: 17 500 bureaux de poste, 31 000 guichets assurant le contact avec le public, 66 000 préposés. Un ensemble fragile et souvent vétuste, avec des bureaux conçus il y a vingt ans. Pendant le même temps, l'Etat encourageait la multiplication des CCP, de l'épargne: les masses d'argent qui transitent par les PTT sont devenues considérables, donc «attractives» pour les gangsters.

Comment interpréter cette augmentation de la criminalité dans ce secteur? Quelles en sont les causes? Comment les travailleurs peuvent-ils poser le problème et lutter contre ses causes réelles?

Les investissements de sécurité «passive» (conception des locaux, équipements fixes de sécurité) ont été insuffisants et de surcroît ont concerné essentiellement la protection des très grosses sommes. Un réseau de transports de fonds par voitures blindées, avec des escorteurs armés à bord et une liaison radio, ont été créés. Des chambres fortes ont été construites, des alvéoles pour coffres-forts... Au total 18 millions de francs ont été dépensés

pour la «sécurité» en 77 et 35 millions en 78. La sécurité des employés eux-mêmes ne s'est vue attribuer que 12 millions de francs de crédit en 77 et pas plus en 78, la protection du fric passant avant celle des travailleurs! Le résultat est qu'un grand nombre de bureaux sont encore vulnérables. On cite l'exemple récent d'un bureau où la seule sécurité était constituée par un entrebailleur de porte, acheté et fixé par un employé lui-même et payé sur son argent!

Pour ce qui est des facteurs, la situation n'est pas exactement comparable. D'abord les sommes transportées ont eu tendance à baisser: par le jeu des virements sur compte, par la limitation des mandats servis à domicile à un plafond de quelques milliers de francs. Certains bureaux ont même spécialisé des facteurs en «facteurs financiers». Mais le service d'argent à domicile

ne peut être facilement supprimé: en effet de nombreux retraités ou invalides, soit ne peuvent se déplacer facilement, soit ne peuvent faire une heure de queue dans un bureau dont le personnel est en sous nombre. Pour cette raison, et aussi parce que l'Etat ne peut en un jour jeter par la fenêtre toutes les obligations antérieures du «service public», les préposés, (parmi lesquels on compte de plus en plus de femmes) continuent à transporter de l'argent. La revendication de la tournée «à deux facteurs» si elle est obtenue risque de buter dans son application sur la politique d'austérité en matière d'effectifs de Ségard.

### DES LUTTES OU DES FLICS ?

Dans cette situation, nombreux sont ceux qui cherchent à détourner l'indignation logique des postiers qui ne tiennent pas à «laisser leur peau» pour l'Etat-patron.

— Le pouvoir qui essaie de dégager sa responsabilité propre en noyant le problème dans un discours manipulateur sur la violence et la sécurité. En même temps qu'il démantèle le service public et aggrave l'exploitation des postiers, Ségard propose de créer une brigade spécialisée de flics.

— Les responsables PCF de la CGT qui tentent de récupérer le mécontentement pour exiger une augmentation des forces de police, l'ouverture de commissariats (comme à Alfortville, Villejuif), dans leurs municipalités, ainsi que la garde des bureaux par la police.

Ces deux discours (celui du pouvoir et celui du PCF) ont un point commun dans la mesure où ils esquissent la responsabilité de la crise du capitalisme. Le PCF n'offre comme «solution» qu'un renforcement du corporatisme et de l'appareil policier. Cette prise en compte bruyante des problèmes de sécurité par les directions syndicales prend du reste un relief significatif au regard de leur politique de cloisonnement des luttes revendicatives, comme on a pu le voir dans toutes les luttes antérieures. Pas plus qu'ils ne veulent dans leur emploi et leurs salaires, faire les frais de la crise, les postiers ne peuvent aujourd'hui du point de vue de leur sécurité admettre de faire les frais de la crise. Et ce n'est qu'en reliant systématiquement tous les aspects de leurs conditions de vie et de travail à la lutte contre l'exploitation capitaliste, qu'ils peuvent faire reculer le pouvoir. N'en déplaise aux bradeurs de luttes et à leur perspectives en trompe l'œil.

Pierre PUJOL

# GREVE COMBATIVE AU CENTRE DE TRI DE PONTOISE

Ce mardi, jour de l'enterrement du facteur Georges Albert, assassiné la semaine dernière, pendant sa tournée, les feux de l'actualité sont braqués sur la question de la sécurité. Problème indéniable; mais si aujourd'hui, les postiers de la région parisienne se mobilisent sur cette question, ils se battent aussi, en ce moment même, et aux quatre coins du pays, sur la question centrale des effectifs, liée aux conditions de travail.

Au CTA de Pontoise, dans la région parisienne, la grève reconductible toutes les 24 heures, a débuté le 27 septembre. Au début du mois déjà, les postiers du CTA avaient fait grève, sans préavis, pour protester contre l'intervention des flics dans le centre, sous prétexte de vols. Les forces de l'ordre avaient profité de l'occasion pour fracturer des vestiaires! Suite à cette grève «illégitime», puisque sans préavis, la direction

avait fait tomber des sanctions: retenues de salaires, diminution équivalente de l'ancienneté... Ces sanctions n'ont fait qu'exaspérer les postiers, qui se heurtent depuis la création du Centre à une augmentation constante de la charge de travail, alors qu'aucun personnel n'a été affecté au Tri Automatique fait en surplus!

Aujourd'hui, il y a bien 80% de grévistes, avec une combativité particulière dans la brigade de nuit. A chaque prise de service, des piquets de grève sont présents à l'entrée, pour dissuader les hésitants. La direction du centre a fait la sourde oreille pendant plusieurs jours, refusant de recevoir les grévistes, et préférant stocker entre 6 et 7 000 sacs de courrier, dans plusieurs centres de banlieue et même à la SNCF. Ce sont les grévistes eux-mêmes qui font en sorte d'acheminer les colis qui mettent en jeu la sécurité de malades, par

exemple, les colis de médicaments. Sur le centre de Tri de Pontoise, l'opinion générale des grévistes, c'est qu'ils ne sont pas près de céder, sauf si la direction recule. Ils pensent au contraire que c'est le moment d'étendre la lutte, puisque d'autres centres sont en grève, à Marseille, Nice, Quimper, Bordeaux, Toulouse et que dans la région parisienne, plusieurs autres CTA sont prêts à rejoindre l'action, en particulier Nanterre et Evry. Ils notent aussi que d'autres secteurs sont mobilisés puisqu'une grève avait lieu lundi aux Chèques, et que les Ambulants se concertent pour voir quelle riposte opposer à leur suppression pure et simple, avec l'introduction du tri automatique partout. Cette question des effectifs, c'est bien un point d'unification de tous les services et c'est bien là-dessus qu'ils comptent intervenir, dans la manifestation de mardi à Paris.



Des mouvements de lutte se dessinent dans les Postes. Déjà en 1977, les postiers avaient montré leur combativité.



# SNCF : LE MOUVEMENT DE GREVE LARGEMENT SUIVI

«*Forte mobilisation*», «*participation massive*», «*combattivité importante*», ce sont les appréciations que l'on pouvait entendre en milieu d'après-midi, sur le mouvement de grève à la SNCF, par exemple, à la fédération CFDT ou dans plusieurs dépôts de province.

Le mouvement des roulants, pour sa seconde

La volonté de lutte est donc importante. Pour cause : ce contre quoi les 30 000 roulants ont engagé la bataille c'est très concrètement, de fait, les premières applications du plan Guillaumat, plan qui prévoit par étapes, d'ici 1982, une rentabilisation accrue de la SNCF.

— Un plan, qui, avec la suppression de 3 000 gares, donc de lignes (14 000 kilomètres) entraînera la suppression de milliers d'emplois : les roulants exigent le maintien de leur emploi.

— Un plan qui prévoit une aggravation des conditions de travail : les grévistes exigent deux jours de repos hebdomadaires, des repos compensateurs pour le travail de nuit, la présence sur les trains postaux (Ouest) d'un second agent de conduite, toutes revendications qui demandent une augmentation des effectifs.

La volonté de lutte des roulants se comprend d'autant mieux que depuis un an, le plan de rentabilisation de la SNCF est déjà, de fait, entré en application : 6 500 emplois ont été supprimés en douze mois.

Il est grand temps d'y mettre un hola. A condition que durant ces quatre premiers jours de grève, ait été discutée la suite

à donner au mouvement, car c'est bien faute de perspectives de lutte plus importantes que le plan de rentabilisation a pu commencer à se mettre en branle depuis 77.

Interrogé à ce sujet, lundi après-midi, un représentant de la fédération CFDT nous déclarait : «*Nous constatons une forte participation qui traduit un climat de mobilisation important. Il nous faut donc savoir comment nous allons poursuivre le mouvement. Nous réunissons nos responsables régionaux mardi pour décider... C'est eux qui décideront avec nous. Ça doit se poursuivre. Comment ? Ce qu'il y a de sûr, c'est que ça se poursuivra, sous des formes qui restent à déterminer, mais on ne peut arrêter comme ça. Ça serait ridicule*». Ridicule et grave surtout.

Poursuivre ? Les fédérations CGT et CFDT devaient se rencontrer dans la soirée de lundi, à ce propos. Sous quelle forme ? Grève illimitée ?

Une forme de lutte qui fasse en tout cas très mal à la SNCF est nécessaire, l'enjeu est de taille. S'y achemine-t-on ? L'attitude des dirigeants cégétistes (syndicat majoritaire) notamment sur la région parisienne refusant de convoquer des assemblées géné-

rales larges pour donner la parole aux travailleurs ne semble pas le meilleur moyen d'y parvenir.

Autre question : pour quoi persister à appeler les différentes catégories de cheminots à des grèves séparées, pas très dissuasives ?

Quels arguments justifient donc une telle tactique ?

1° Les 90 000 agents des «*services exploitation*» appelés à la grève à partir de jeudi, ne sont-ils pas concernés par le plan de rentabilisation ?

— Préposés aux guichets, agents de quai, ne sont-ils pas menacés de licenciements par la destruction de milliers de gares ?

— Agents des postes d'aiguillage, ne sont-ils pas menacés de la même manière, par la suppression de milliers de kilomètres de voies ferrées ?

— Enfin, le plan Guillaumat ne prévoit-il pas que le service national des Messageries (SERNAM)

— dont les 10 000 agents sont appelés en grève après les roulants — n'embauche plus que des travailleurs sous contrats, non statutaires donc licenciables à merci ? N'est-ce pas une première étape comme aux PTT, d'une remise en cause du statut

de l'ensemble des agents de la Sernam ?

2° Certes, ces différentes catégories ont des revendications spécifiques. Qui a jamais dit le contraire ? Ainsi, les agents des gares exigent une augmentation substantielle de leur salaire. A juste titre. Et alors ? Imposer avec des chances de succès, non seulement l'augmentation des effectifs mais aussi celle des rémunérations, ne passe-t-il pas justement, par une lutte massive ? Avancer le problème des revendications spécifiques (qui existent dans tous les secteurs), repousse d'avance toute lutte commune. C'est un argument prétexte.

3° On parlait beaucoup hier dans les fédérations, pour justifier les grèves échelonnées, de «*mobilisation inégale des différentes catégories*». On ne comprend pas très bien : en quoi les agents des gares seront-ils plus mobilisés jeudi que lundi.

Bref, beaucoup d'arguments pour éviter un mouvement de trop grande ampleur. Les cheminots s'en satisferont-ils ? A Nantes, à la gare Montparnasse, des cheminots envisagent de continuer le mouvement.

Richard FEUILLET

## ● Journée portes ouvertes chez AZUR

Les ouvriers et ouvrières de chez Azur organisent une journée portes ouvertes CE MERCREDI A PARTIR DE 16 HEURES, pour faire largement connaître leur lutte. Depuis lundi 25 septembre, alors qu'elles venaient de recevoir leurs lettres de licenciement, elles ont décidé de remettre en route elles-mêmes les machines, de produire les madeines et de les vendre.

Elles attendent votre soutien

Leur adresse :

106, rue de la Jarry (Cité Industrielle)  
à VINCENNES (métro Château de Vincennes)

## Chantiers navals de la Ciotat

### Plan d'évacuation policière en cas d'occupation

Alors que les travailleurs des Chantiers Navals de la Ciotat semblent décidés à riposter contre les 1 634 licenciements prévus par leur direction et l'accord de la direction départementale du travail, un plan d'évacuation des lieux, en cas d'occupation, vient d'être mis à jour. Les flics qui ne rejettent pas l'occupation des chantiers par les travailleurs, ceux-ci désirent durcir l'action, auraient dressé un plan qui prévoit l'évacuation des dits chantiers en moins de deux heures.

La ruse est classique : il s'agirait pour les flics, CRS et Gardes Mobiles, prévus au nombre de 2 000, d'agir simultanément par terre et mer. L'intervention des flics se ferait ainsi par les entrées du quai de Stalingrad, tandis que les vedettes civiles réquisitionnées serviraient à un débarquement conjoint en deux au-

tres points des chantiers. L'effet de surprise jouant, l'évacuation pourrait être réglée selon les flics en moins de deux heures, profitant ainsi des possibilités de cloisonnement des forces que seraient susceptibles de leur opposer les travailleurs ; la cible visée par les flics serait de protéger en premier lieu le centre stratégique des chantiers où sont stockées différentes matières jugées dangereuses (gaz, peintures, carburants...). Ce plan pourrait être mis en œuvre moins de 24 heures après l'occupation de leur lieu de travail par les travailleurs. Ceux-ci conservent toutefois un acquis en cas de réalisation de ce plan militaire : la connaissance parfaite du terrain, ce qui avait permis notamment aux travailleurs des Chantiers de Saint Nazaire (Loire Atlantique) de repousser les flics à la mer pour un bain forcé, en 1956.

## Rouen, Nantes, Tours, de nouveaux préavis de grève déposés

C'est une lutte d'ampleur à la SNCF que réclament à la base, par exemple, l'ensemble des agents concernés, à Nantes. Or les fédérations impulsent toujours une tactique dite de «*harcèlement*». Il faudrait aujourd'hui montrer le mécontentement à la base par des grèves sur des objectifs localisés de manière à appuyer des propositions de délégations à la commission «*des quatre*» qui doit se réunir vers le 10 octobre à Paris.

C'est dans cette perspective que chaque région, que chaque dépôt, chaque gare définit son propre cahier revendicatif. Ainsi à la grève de 4 jours des roulants vont se succéder toute une série de conflits locaux qui s'inscrivent dans une même fourchette fédérale. Il y a donc une différence importante suivant les dépôts. A Nantes, où il s'agit d'obliger la

direction régionale à appliquer les promesses qu'elle a faites lors de la grève du 30 juin au 1<sup>er</sup> juillet, la grève est totale et s'effectue pratiquement sur toute la longueur du préavis. A Tours, à Rouen, la grève est aussi très dure.

D'autres dépôts comme à Rennes par exemple, ne font grève que pour une journée de travail. Mais le fait qu'avec une telle tactique, la grève soit aussi dure de manière globale atteste de la combattivité des roulants.

Mais pourquoi ne pas faire tous ensemble, agents des trains et agents des gares ? En effet, l'efficacité de cette tactique de harcèlement n'est pas prouvée ; certes, elle permet, si elle est bien suivie, une désorganisation totale et rapide de la SNCF au moindre frais pour les grévistes. Mais elle n'a pas empêché par exemple en

76 la création du grade T 5, grade de division des agents de conduite.

De plus, elle empêche toute mobilisation des cheminots. En effet ceux-ci en sont réduits à faire grève quand on le leur demande et à reprendre le travail quand les fédérations l'ont décidé. Parfois, ils vont en masse appuyer une délégation qui apporte une résolution aux directeurs de région ou aux chefs de gare ou de dépôts. Les assemblées générales sont là pour faire le point de la situation, mais pas pour décider autrement que dans une fourchette établie d'avance.

Cette tactique conduit à accentuer les divisions entre les cheminots. Du 1<sup>er</sup> au 5, ce sont les roulants, du 5 au 10, les agents des gares, chacun se battant sur son propre problème. Que peut-il en résulter ? La question se pose surtout pour les agents des gares

qui verront les trains rouler pendant leur grève. Bien pire, les contrôleurs qui auront alors repris le travail, vendront à leur place les billets dans les trains. Nul doute que nombre d'entre eux se poseront la question de l'efficacité de leur grève.

Enfin cette tactique conduit en voie de conséquence à repousser sans cesse la satisfaction des revendications ; pendant ce temps le pouvoir d'achat continue de baisser, les conditions de travail ne cessent de se dégrader, les cheminots en sont pour leurs frais.

Et maintenant ? Il est encore trop tôt pour voir la suite de ce mouvement. Ce qui est sûr c'est que certains dépôts tels Rouen, Nantes et Tours ont déjà déposé de nouveaux préavis de grève.

Corr. NANTES

téléphonez  
au  
quotidien  
636 73 76



Deux formules  
d'abonnement couplé :

**Quotidien du Peuple  
et Humanité Rouge :**

3 mois ..... 150 F  
6 mois ..... 300 F  
Incluant réception du Tome V  
des Oeuvres Choies de Mao Tsé-Toung

**Front Rouge - Proletariat**

6 mois ..... 50 F  
Soit deux numéros de Proletariat et deux numéros de Front Rouge



## ● Nouveau chômage partiel à la Saviem

La direction de la Saviem Blainville vient d'annoncer de nouvelles journées de chômage partiel, pour la fin du mois d'octobre. Toujours le même prétexte : la distorsion entre la demande et la production. Pour 4 500 ouvriers de l'usine de Blainville, ces journées chômées vont s'ajouter à toutes celles qui ont déjà eu lieu depuis le début de l'année.

## ● Boulin licencie des délégués des Tanneries

Le ministre du Travail a décidé de casser la décision prise par l'inspecteur du Travail de Haute-Loire, qui avait refusé de licencier 17 délégués. C'est ce que les délégués au CCE des Tanneries ont appris vendredi dernier.

## ● Licenciements chez Albra

La direction de la société Albra Heineken envisage la suppression de 109 emplois, et la mise au chômage partiel de l'ensemble du personnel de production, aux brasseries de Schiltigheim et Mutzig.

## ● Refus de pointer en bleus

A Colmar, les ouvriers des usines de Pelles hydrauliques Liebherr-France se sont mis en grève jeudi dernier. Ils refusent de pointer en bleus de travail comme l'exige la direction. Ils veulent le faire à la sortie du vestiaire, car cette nouvelle disposition allongeait leur temps de travail.

**Achetez  
Le Quotidien du Peuple  
chaque jour  
dans le même kiosque**

## Congrès CGT :

# LES LIMITES DE LA DEMOCRATIE

L'un des thèmes majeurs mis en avant par la direction de la CGT pour le 40<sup>e</sup> congrès confédéral, c'est la démocratie. Au lendemain des élections et de la défaite de la gauche, de vives protestations s'étaient élevées au sein de la confédération à propos des prises de position de certains dirigeants ouvertement en faveur du PCF dans le cours même de la campagne électorale. De cette polémique, l'écho public n'a rendu compte que d'une partie, celle qui concerne la continuation au sein de la CGT des querelles entre les partis de gauche.

Claude Germon, membre du comité directeur du PS et membre de la commission exécutive de la

Sans aucune retenue, Georges Séguin appelait à voter pour le PCF au cours d'un meeting électoral à Gentilly, au plus fort de la polémique entre les partis de gauche. Ce fut en quelque sorte, la goutte d'eau qui fit déborder le vase. Des membres du PS élevèrent de vives protestations. Parmi eux, les plus connus, Germon et Carrassus, tous deux membres de la commission exécutive de la CGT prirent position publiquement, réclamant que soit respectée «l'indépendance de la CGT».

L'échec de la gauche a amplifié la polémique, allant jusqu'à obliger l'actuelle direction confédérale à manœuvrer en recul, à faire quelques concessions. C'est dans ce contexte de relatif affaiblissement du PCF dans la direction de la CGT que se prépare le 40<sup>e</sup> congrès. Les protestations des militants ont largement dépassé le seul niveau des militants du PS dans la confédéra-

tion. La direction a bien été obligée d'en tenir compte. C'est le sens de l'apparition comme thème important de «la démocratie» pour le prochain congrès.

L'ouverture ainsi amorcée s'est concrétisée par des dispositions peu courantes habituellement dans la CGT pour la préparation des congrès : tribune de discussion dans les colonnes de *La Vie ouvrière* ; liste de candidatures pour la commission exécutive comportant plus de candidats que de postes à pourvoir (ce qui ne s'était encore jamais vu) ; réunions de préparation de sections ouvertes à la presse... Ces mesures présentent évidemment un caractère limité. On sait ce qu'il en est par exemple de la tribune dans *La Vie ouvrière* : sous la haute responsabilité de Krasucki, directeur de l'hebdomadaire, tout laisse à penser qu'un tri sérieux est effectué dans les contributions à

CGT réclame aujourd'hui plus de place pour les gens de son parti dans les organismes dirigeants de la CGT. Dans le même temps, un militant cégétiste des chantiers navals de la Ciotat, s'est vu retirer son mandat syndical par la direction de son syndicat qui lui reproche son «comportement». A l'heure où des dégraissages massifs sont opérés, cette mesure équivaut à livrer pieds et poings liés un militant aux patrons, dont on sait comment ils mettent à profit les licenciements dits économiques pour se débarrasser des gens qui les gênent.

Voilà fixées les limites de l'ouverture.

Cependant, les syndicalistes actifs, ceux qui ont de sérieuses critiques à faire à la direction confédérale tant sur son attitude pendant la campagne électorale, que sur le manque total de perspectives conséquentes de lutte dans la situation actuelle, ceux-là auront à cœur d'utiliser pleinement les possibilités qui leur sont ainsi offertes même si elles comportent d'importantes limites. Ceci étant acquis, il convient de ne pas trop s'illusionner. Ce qui vient d'arriver à un militant cégétiste des chantiers de la Ciotat nous indique d'une certaine manière les bornes que la direction confédérale entend fixer à l'ouverture. Parce qu'il jugeait trop timorée l'action de la CGT à propos des licenciements dans la réparation navale, ce militant s'est vu retirer son mandat syndical, comme ça, dans la grande tradition anti-démocratique des appareils, celle qu'ont

bien connue des dizaines de militants combattifs pour avoir dû l'affronter. Le même jour, Germon faisait savoir qu'à son avis, 7 membres du PS dans la prochaine commission exécutive ça ne suffisait pas.

L'ouverture, la direction PCF de la CGT est prête à y consentir puisque c'est le prix à payer pour le recul des positions du PCF et les erreurs tactiques de la campagne électorale. Mais s'il s'agit de la remise en cause de la ligne suivie depuis des années, le hola est mis. Pas d'illusion donc : pleine utilisation des reculs que la direction confédérale est obligée de faire, oui ! Mais on ne peut penser ainsi éviter la bataille de front. Ceux qui veulent la lutte, ceux qui veulent se ranger aux côtés des ouvriers ont eu, ont et auront à se battre durement pour imposer le point de vue des travailleurs dans la CGT, dans toute la CGT.

Gérard PRIVAT

Selon un pré-rapport commandé par Boulin

# GRAVE MENACE SUR L'ANPE

Boulin, le ministre du Travail, a commandé à l'inspecteur Farge un rapport pour réformer l'ANPE. Celui-ci a mis ses collaborateurs au travail. A la lecture de ce texte, on est sidéré par l'audace de ses rédacteurs. Boulin a beau dire qu'il ne s'agit pas là du «rapport final commandé» et que ce «pré-rapport n'est qu'une note à usage interne», elle a donné une idée significative des hypothèses de travail de ceux qui nous gouvernent. Ce pré-rapport ne prévoit rien de moins que le démantèlement de

Il s'agit de supprimer le monopole dont jouit l'ANPE en matière d'inscription des demandeurs d'emploi, de retirer à l'ANPE la charge d'indemnisation du chômage, de reconverter une partie du personnel ANPE actuel pour le mettre au service direct du patronat.

## VERS LE DÉMANTELEMENT DE L'ANPE

L'ANPE deviendrait «un organisme d'observation et de surveillance du marché du travail, localement diversifié et professionnellement segmenté» alors qu'aujourd'hui, elle remplit un rôle global de rapprochement des offres et des demandes d'emploi. Cette transformation du rôle de

l'ANPE, exige une modification de son statut. Aujourd'hui, «établissement public national à caractère administratif» elle deviendrait un établissement à caractère industriel et commercial comprenant des représentants patronaux. Le nouvel organisme, serait dirigé au niveau national par le ministre du Travail, le patronat, les organisations professionnelles et les fonctionnaires concernés.

Au niveau régional, un comité de gestion serait présidé par les préfets de régions. «La composition (de ce comité) — numériquement limitée — est laissée à leur initiative». Mais le projet n'en reste pas là dans le registre d'une inféodation encore plus accentuée au patronat et à

l'ANPE et justifie cette décision à l'aide d'arguments parmi les plus éculés. Ainsi, on apprend que «la majorité des demandeurs d'emplois sont des incapables, des paresseux, sinon des agitateurs». Rajouter, comme le fait le rapporteur, que c'est là le point de vue des patrons n'ôte rien à l'odieuse d'une telle affirmation. Si les mesures envisagées par ce pré-rapport devaient entrer dans la vie, ce serait sans doute la plus grave attaque menée contre les travailleurs privés d'emploi.

l'État, de l'organisme qui remplacera l'ANPE. Les réformes prévues au registre de l'indemnisation constituent elles aussi une grave menace pour les chômeurs.

## COMMENT DIMINUER DES MOITIÉ LE NOMBRE DES CHÔMEURS INSCRITS

Selon le rapporteur le fonctionnement actuel de l'ANPE est «nocif et ternit l'image de marque de l'Agence». Aux yeux des 1 556 000 chômeurs recensés ? Que non ! «Aux yeux des employeurs qui font porter à l'ANPE les péchés du système d'indemnisation (...) et s'en méfient comme relevant dans ses fichiers de demandeurs

d'emploi une majorité d'incapables et de paresseux, sinon d'agitateurs». M. Farge a trouvé le remède : dissocier l'inscription à l'ANPE et l'organisme qui indemniserait les chômeurs. Aujourd'hui, rappelons-le, il est indispensable d'être inscrit à l'ANPE pour être secouru. Si cela ne devait plus être le cas, comme l'envisage le pré-rapport, on verrait chuter, sans aucun doute, le nombre des chômeurs inscrits puisque l'organisme qui enregistrerait les inscriptions de chômeurs serait le seul à fournir des statistiques. Il est bon de savoir qu'aujourd'hui seulement 50 % des chômeurs sont secourus souvent à un taux ridiculement bas. Mais, M. Farge n'en reste pas là et propose d'augmenter le

nombre des chômeurs... pour mieux masquer l'ampleur du chômage !

## PLUSIEURS MILLIERS DE LICENCIEMENTS A L'ANPE

Le démantèlement de l'ANPE, la dissociation entre inscription d'une part et indemnisation d'autre part ne peut être sans conséquence sur l'emploi. C'est plusieurs milliers d'employés de l'Agence qui pourraient ainsi se retrouver sur le carreau. Grand seigneur, Farge prévoit pourtant dans son rapport d'en reclasser quelques uns. Mais, dans quelles conditions ! Il est prévu, pour certains salariés «des stages d'entreprise, sanctionnés par un examen, ou un mémoire avec avis du chef d'entreprise» pour plus de sûreté, le pré-rapport précise que l'avancement sera fonction des «résultats opérationnels en matière de placement». En clair, les placeurs qui auront la meilleure note, seront ceux qui auront le plus efficacement convaincu un chômeur d'accepter

n'importe quel travail ou de ne plus manifester qu'il en cherche aucun.

## FARGE CASSE LE THERMOMETRE

Ces quelques éléments, issus du pré-rapport de M. Farge suffisent à eux mêmes à se faire une idée de la volonté de l'équipe gouvernementale de résoudre le problème du chômage. Le ministre du Travail, s'il accepte de mettre en œuvre ce rapport se comportera comme ce malade qui casse le thermomètre pour se cacher qu'il a de la fièvre. Ce rapport ayant été révélé, suite à une fuite, il reste toujours à Boulin la possibilité de dire que cela ne l'engage pas. Il ne pourra toutefois cacher que celui-ci est dans la droite ligne des propositions de Barre et du patronat exigeant de pouvoir licencier plus facilement pour pouvoir embaucher quand ils en ont besoin.

François MARCHADIER



## MOUVEMENT LYCEEN : QUEL AVENIR ?

●Après quinze jours d'agitation dans les établissements scolaires, marqués par une manifestation lycéenne à Paris, la semaine qui vient sera encore ponctuée d'actions diverses, bien que l'on assiste à un certain essoufflement et que les lycéens ren-

contrent quelque difficulté à affirmer leurs propres revendications. Dans la Seine Saint-Denis, le département le plus touché par les mesures Beullac, trois établissements brossent un tableau de la mobilisation actuelle.

Pierre CHÂTEL

### Montreuil : reprise décriée

Au lycée de Montreuil, où la mobilisation était forte, la reprise a eu lieu ce lundi matin après une parodie d'assemblée générale sans vote. De nombreux lycéens partagent le point de vue selon lequel ils se sont faits «rouler». L'assemblée générale réunit sous le grand préau élèves, enseignants et représentants de parents d'élèves.

Un représentant des enseignants déclarait : «Nous faisons ce jour lundi 2 octobre une tentative de rentrée au lycée J. Jaurès (...) Nous ferons chaque jour un bilan de l'action en Seine Saint-Denis mais d'ores et déjà, il nous apparaît que les questions posées sont essentielles (enseigner avec efficacité, garantir à chaque élève la poursuite de sa scolarité dans l'orientation qu'il a

choisie, maintenir les enseignants dans leur totalité); que le lycée J. Jaurès, en l'état actuel des choses, n'est pas en état de fonctionner normalement; que l'intransigeance rectorale met en péril la scolarité normale de certains de nos élèves...»

Sur ce, un représentant des parents d'élèves Cornec y va aussi de sa déclaration, appuyant la décision des profs pour la reprise. Il est vrai que «157 heures ont été gagnées par l'action» sur les 276 manquantes et d'appeler «à participer massivement aux manifestations départementales»...

Puis vient le tour d'un «représentant» lycéen qui appuie cette «reprise expérimentale» prévue pour une semaine, lundi prochain devant avoir lieu

une nouvelle assemblée générale qui décidera de l'opportunité de la reprise de la grève.

Ce qui choque la plupart des lycéens, c'est qu'à aucun moment, ils n'ont été consultés, qu'il n'y a pas eu de vote. Il est vrai cependant que leur mouvement était considéré comme un soutien à celui des profs; mais par ailleurs, ils ne se reconnaissent pas dans le comité de lutte qui prend les décisions pour eux. D'où sort-il? Comment a-t-il été élu? Qu'a-t-il fait pendant la lutte? Les lycéens ont quelque difficulté à répondre. Il apparaît toutefois que ce comité s'est propulsé lui-même, composé de membres de la JC et de faire-valoir du PCF. Leurs querelles démobilisantes repoussent chez les lycéens l'idée possible d'une

organisation qui pourrait être un instrument utile pour mener les débats. Par exemple, que veut dire cette revendication des enseignants : «Enseigner avec efficacité»? Est-ce là dessus que doivent se battre les lycéens? N'est-ce pas là une exigence des professeurs proches du PCF pour qui les seuls problèmes résident dans les moyens et qui se refusent à aborder le caractère même de l'enseignement?

Pourtant, la question préoccupante du chômage est posée (cf QdP d'hier) à Montreuil, ainsi que le rôle de l'école dans la société.

Les lycéens de Montreuil ont repris les cours sans enthousiasme, et surtout sans illusions sur un éventuel redémarrage de l'action, sur leurs revendications spécifiques.

### Villemomblès : nouveau départ ?

Quant au lycée de Villemomblès, il reflète les ambiguïtés de l'actuel mouvement. Ainsi, la fédération des parents d'élèves Cornec (PCF), seule présente «mettait en grève» lundi les lycéens de cet établissement pour qu'une délégation de parents, d'enseignants et de lycéens puissent aller manifester devant le rectorat de Créteil. Nous avons rencontré des lycéens révoltés par les méthodes employées, où ils ne sont considérés que comme force d'appoint, sans qu'il leur soit demandé leur avis, et sans tenir compte de leurs propositions. Ils refusent ce rôle que l'on voudrait leur faire jouer, servir de tremplin à une brochette d'élus, l'écharpe tricolore en bandoulière, élus qui sont de toutes les délégations et qui affrètent des cars pour leur campagne publicitaire. Ils refusent les interventions des partis de gauche qui n'ont comme conclu-



Cours sauvage dans le hall du lycée de Noisy-le-Sec.

sion à leurs tracts, sans lien réel avec la réalité lycéenne que des bulletins d'adhésion. Ils envisageaient de mener une action pour dénoncer les méthodes

employées. Ils proposaient mardi d'intervenir pour resituer les mesures Beullac dans le cadre de la crise et du développement du chômage et jeter ainsi les

bases d'une réflexion qui puisse leur donner ultérieurement des armes aux futurs chômeurs qu'ils se pressentent devenir.

## Noisy-le-Sec : occupation et cours sauvages

Le lycée de Noisy-le-Sec, toujours occupé par les enseignants, les parents d'élèves et les lycéens, a repris du bâtiment façon originale. Toutes les classes dont les effectifs sont supérieurs à 25 élèves ont été dédoublées, et les cours sont assurés par des maîtres auxiliaires au chômage. Un cours a ainsi lieu dans le hall du bâtiment principal, auxquels assistent quelques parents d'élèves. Lundi matin, deux

inspecteurs d'Académie visitaient l'établissement sur requête de la directrice «destituée» et sur la base de leur rapport, le recteur faisait savoir que le cas de Noisy serait rapidement tranché, sans préciser la nature de sa solution. On soupçonne le recteur de vouloir faire intervenir les flics...

L'ensemble du lycée reste donc mobilisé, le poids des parents d'élèves, qui avaient récusé les consi-

gnés de désolidarisation de leur fédération (Lagarde et Cornec, dans une moindre mesure) ne semble pas négligeable dans la poursuite de l'action et de la mobilisation des profs. Les lycéens, pour leur part, bien que disposant d'un système représentatif élu (deux délégués par classe) n'avancent pas de revendications spécifiques, et participent dans l'ensemble activement aux actions en cours.

### MANIFESTATION JEUDI

Lundi après-midi avait lieu la coordination des lycées de la région parisienne, ou 33 établissements furent représentés. Dans la confusion, et sans débats, seule une «journée de mobilisation massive et de grève» a été décidée pour jeudi, cette journée devant se conclure par une manifestation de la place d'Italie au Ministère. Départ du cortège à 14 h 30.

### Vitry : LEP et lycée technique Chérioux

## MANIFESTATION DES ENSEIGNANTS ET DES ÉLÈVES

Lundi après-midi, plusieurs centaines d'enseignants et d'élèves du LEP-LTE Chérioux partaient en manifestation dans les rues de Vitry. Pourquoi?

Vendredi les enseignants du LEP (ex-CET) en assemblée générale faisaient le bilan de la rentrée :

— Les conditions de sécurité ne sont toujours pas respectées depuis un accident qui avait eu lieu en mai 1977, d'autres ont eu lieu depuis, rien n'a été fait.

— Les ateliers sont exigus et dangereux : en menuiserie, 50 élèves travaillent dans un atelier prévu pour 30 ; en plomberie la ventilation est insuffisante, d'où des risques de saturnisme (2 enseignants sont en examen médical).

— Pour l'enseignement général, il n'y a presque pas de matériel d'audiovisuel et de reproduction.

— On impose des heures supplémentaires à de nombreux profs, des classes ne sont pas dédoublées.

Les profs du LEP décidaient la grève et établissaient une plate-forme revendicative matière par matière. Ils étaient rejoints bientôt par ceux du lycée technique où les conditions de travail ne sont pas meilleures.

— beaucoup de classes de plus de 30 élèves.

— en dessin industriel

— heures supplémentaires imposées, mêmes problèmes dans les ateliers. L'enseignement technique est particulièrement visé ; classes bourrées dans les lycées ; les CAP en 3 ans doivent disparaître prochainement, les crédits diminuent. A terme, c'est la disparition des LEP au profit de l'apprentissage par le patronat.

Le samedi matin, des tracts étaient distribués par les profs sur le marché de Vitry et dans les autres établissements.

Lundi, la grève était reconduite, les élèves se joignaient à la manifestation.

Mais dès l'après-midi, le SNES du lycée estimant en avoir fait déjà bien assez décidait unilatéralement d'arrêter la grève le soir, divisant ainsi l'intersyndicale et le LEP et LTE, sans qu'aucun résultat n'ait été encore obtenu.

Les enseignants du LEP vont exiger la fermeture des ateliers non conformes à la sécurité et les syndicats du LEP-LTE vont mettre en place un comité hygiène et sécurité permanent.

Mardi, une AG devait décider de la suite à donner au mouvement.

Correspondant

### ● CES de Noisiel (Seine et Marne) : rentrée retardée

La rentrée au CES de Lizard de Noisiel (ville nouvelle de Marne la Vallée) a eu lieu avec une semaine de retard. Depuis le lundi 25 septembre, les élèves et les enseignants sont contraints de travailler au milieu d'un véritable chantier et ne disposent d'aucun matériel (même pas le plus élémentaire) de plus certains postes ne sont pas pourvus, alors que des centaines de maîtres auxiliaires sont au chômage. Pour protester contre cette situation intolérable, les enseignants ont suspendu leurs cours de lundi 2 octobre, et sont prêts à reprendre l'action (avec les parents d'élèves) si les conditions ne s'améliorent pas très rapidement.

### ● Besançon : reprise hésitante



Après la mobilisation relativement importante de la semaine dernière, marquée par une manifestation devant le rectorat, le mouvement lycéen semble s'être stoppé à la suite de la seconde suspension de la grève des profs. Peu organisés, les lycéens n'ont pu présenter de projets d'action qui puissent être sérieusement retenus, face à la démobilisation entraînée par les associations de parents d'élèves et de profs.



## ● PROJET DE LOI CONTRE L'AFFICHAGE «SAUVAGE»

Mardi, les sénateurs devaient commencer l'examen d'un projet de loi visant à réformer la législation réglementant l'affichage. La loi actuellement en vigueur, qui date d'une sombre époque (1943) est constamment transgressée dans les faits.

Le projet de loi prévoit de supprimer totalement l'affichage publicitaire hors agglomération, avec une exception pour les zones commerciales et industrielles situées à la périphérie des villes. A l'intérieur des villes, l'affichage sera libre dans certaines limites, qui ne sont pas minces. La loi définit strictement les emplacements publicitaires. Pour l'affichage non commercial, des panneaux d'affichage libres seront mis en place dans les villes de plus de 2 000 habitants. L'aspect le plus inquiétant du projet est la pénalisation de l'affichage politique : tout affichage en dehors des panneaux sera sanctionné par une amende multipliée par le nombre d'affiches et de jours d'exposition.

## ● PILOTE EN SURSIS

Le ministère de la Culture et de la Communication vient de suspendre pour six mois la décision de la commission paritaire, sous prétexte que *Pilote*, qui comporte de nombreuses bandes dessinées, ne respectait pas le règlement de la presse pour les jeunes qui prévoit un pourcentage déterminé destiné au texte. Cette intervention de la commission paritaire, dont l'adhésion offre des avantages fiscaux et postaux, avait lieu alors que la couverture du magazine représentait Barre en gros bébé «surdoué». L'exclusion de cette revue de la commission paritaire, signifierait pour elle sa disparition à plus ou moins brève échéance.

## ● RÉFORME PENITENTIAIRE DEVANT L'ASSEMBLÉE NATIONALE

La réforme pénitentiaire proposée par Peyrefitte sera débattue par les parlementaires ce mardi. Rappelons que cette réforme prévoit des mesures restrictives dans l'octroi des permissions de sortie aux détenus. Cette réforme est condamnée par les organisations de la magistrature et des avocats. Le projet prévoit notamment la mise en tutelle des magistrats intervenant dans l'octroi desdites permissions par la direction administrative et pénitentiaire.

## ● CÔTES DU NORD : TRAIN BLOQUÉ

Dimanche, le train de la ligne Rennes-Brest a été bloqué pendant quelques minutes dans la gare de Plouaret (Côtes du Nord). La manifestation, qui regroupait environ 1 000 personnes, exprimait le refus des habitants de voir le train filer sans qu'il s'arrête dans leur gare, récente décision de la direction de la SNCF de supprimer cette desserte. Les manifestants entendaient protester contre «la dégradation du service public».

Le Quotidien du Peuple  
Adresse Postale BP 225 75 924 Cédex 19  
Crédit Lyonnais Agence ZU 470, compte N° 7713 J  
CCP N° 23 132 48 F - Paris  
Directeur de Publication : Y. Chevet  
Imprimé par IPCC - Paris  
Distribué par les NMPP  
Commission Paritaire : 56 942

**GREVES A L'ANPE**  
Le personnel de l'Agence Nationale pour l'Emploi sera en grève les 5, 11, 12, 17, 18 et 19 octobre pour protester contre le plan Boulin, prévoyant le démantèlement de l'ANPE.

**TROIS OPPOSANTS POLONAIS ARRÊTÉS**  
Trois opposants polonais ont été arrêtés lundi, alors qu'ils participaient à une rencontre avec des opposants tchécoslovaques, signataires de la charte 77. Selon l'un des fondateurs du groupe polonais d'autodéfense sociale, les trois personnes arrêtées sont Adam Mickiewicz, Piotr Naimski et Jan Litwinski.

«L'occupation n'est pas tenable. On ne va pas passer les journées à résister aux flics. Mais on aura beaucoup appris sur la municipalité et sur cette société qui s'appelle la SEMAVA et dont le PDG, Aubry est maire d'Antony». Le squatter qui résume ainsi sa situation et celle de ses camarades s'est en effet trouvé lundi soir face à face avec le représentant d'une municipalité de gauche (à majorité PCF) accompagné

## Marée noire souterraine à Ablon

# UNE HISTOIRE DE FUEL, UNE ODEUR DE FRIC

● Un bien étrange spectacle à vrai dire ! A l'ombre d'un vieux cèdre, un jardin apparemment comme les autres. Pas tout à fait comme les autres : au sol courent des canalisations noires. Derrière un buisson, une pompe aspirante. Au fond du jardin deux énormes citernes qui se remplissent d'un liquide noirâtre, issu des profondeurs de ce drôle de jardin : du pétrole !

Du pétrole, plus qu'il n'en faut, pompé à même le sol d'Ablon-sur-Seine, une commune de la région parisienne, tout près de Villeneuve-le-Roi et d'Orly. Un pétrole qui n'a rien malheureusement de naturel. Un dossier obscur dont ce pétrole est la seule pièce incontestée et flagrante.

— Printemps 76. Un habitant de la rue Simon trouve que l'eau de son puits a une odeur d'essence. Il n'en fait pas une affaire. Une année passe c'est son voisin qui changeant l'eau des carpes de son bassin, les trouve toutes mortes : une drôle d'odeur à nouveau...

— En juin 77 : un petit fait encore ; lors du contrôle décennal d'un pipe line voisin, le service des mines trouve une petite fuite, de la taille d'une allumette, par laquelle sourdent avec force des hydrocarbures à 40 kg de pression... Au 31 de la rue Simon, M. Zedda commence à sentir une forte odeur d'essence en permanence dans son pavillon. Sa mère fait des malaises dont l'origine est mal établie. Mais M. Zedda ne connaît l'existence du pipe line qu'en février 1978 !

Il mène peu à peu, et de manière persévérante, sa propre enquête ! Avec pas mal de difficultés. Tant du côté de la mairie d'Ablon (UDF, celle de Poher) que du côté de la société responsable du pipe line, la Trapil, du côté des services préfectoraux... Partout c'est le silence ou les demi-réponses.

### LA TRAPIL ?

Le temps passe, et l'odeur persiste. Un cerisier dépérit en quelques jours, puis ce sont deux peupliers, la pelouse elle-même est malade.

M. Zedda décide de porter plainte contre X pour faire accélérer les choses.

Et peu à peu, en enquêtant et en harcelant les responsables il établit que la société Trapil doit être responsable. Cette société gère les transports d'hydrocarbures par pipe line.

Du pétrole qui vient de loin, déchargé au Havre par des tankers venus du Golfe (arabo-persique), il cir-

cule sous terre jusqu'à Gennevilliers, le port de Paris. Puis de là, un autre pipe line le transporte vers Orly en passant par Ablon et Villeneuve le Roi : pour approvisionner l'aéroport en fuel domestique et en super, aux dires de certains. Chose non confirmée du reste car un épais silence plane sur la nature des produits transportés...

Aujourd'hui, la plainte aidant, la Trapil a entamé des pompages dans plusieurs puits à Ablon, disposé des contrôleurs de niveau un peu partout en ville. «Du pétrole, il doit y en avoir des millions de litres qui flottent au dessus de la nappe phréatique : la fuite ne peut être qu'ancienne. Comment se fait-il alors que plusieurs réclamations ont été faites, que la mairie ait nié puis minimisé l'affaire ?» s'indigne M. Zedda.



Un jardin comme les autres... apparemment

### DES MILLIONS DE LITRES

M. Zedda a eu l'occasion de tester le système anti-pollution mis en place par Giscard : ayant signalé l'affaire à la direction départementale de l'Équipement, celle-ci «instruit» correctement le dossier. Puis tout reste en l'état, et le pétrole reste à sa place ! Un pétrole qui n'arrive pas à s'écouler vers la Seine, retenu peut-être par de vieilles galeries souterraines datant de la Falsanderie du Roy... Et qui remonte au gré des crues de la Seine, porté comme un bouchon par la nappe phréatique en relation avec le fleuve. La couche de fuel joue le rôle d'un écran étanche, empêchant les racines des arbres de récupérer l'eau souterraine. Un fuel qui pué et laisse filtrer ses gaz à travers le sol sablonneux. Un fuel riche en plomb tetraéthyle, toxique et au contact de l'eau !

Interrompu à intervalles réguliers par le bruit assourdissant des jets qui s'échappent, M. Zedda s'étonne et s'inquiète de tant de cynisme.

«Des millions de litres de pétrole peuvent donc disparaître mystérieusement entre Gennevilliers et Orly sans que ni le fournisseur, ni le client (l'aéroport) ni les douaniers — qui ont à connaître tous les volumes à détaxer — ne s'inquiètent jamais !». Une constatation stupéfiante, non ? Le contrôle des volumes au départ et à l'arrivée est pourtant électronique ! Alors ? Qui cherche-t-on à couvrir à Ablon ? Une société qui préfère laisser fuir que d'engager des dépenses coûteuses ? Ou un aéroport dont les nuisances ont soulevé à maintes reprises la colère des riverains... ou peut-être les deux ?...

Pierre PUJOL

## 80 millions, ça vaut quelques brutalités policières

# QUAND UNE MAIRIE PCF EXPULSE

d'une trentaine de policiers, et s'est entendu déclarer : «Si vous ne sortez pas d'ici avec vos affaires je ne réponds pas des violences policières». L'histoire remonte à un projet «fou furieux» de l'ancienne municipalité battue en mars 77.

L'équipe Suant (ancien maire) avait décidé de raser le centre d'Antony pour une opération de rénovation ultra-prestigieuse et ultra-bétonneuse.

La SEMAVA société d'économie mixte, fut fondée à cet effet et lança un concours, «remporté» par le cabinet Semighon. Il s'agissait de réaliser une énorme opération financière le remplacement des pavillons par des «tours barres» — avec un espace vert pour faire passer le tout.

Lors des élections municipales, la SEMAVA avait déjà procédé à des expulsions et possédait une partie du centre. L'action de la municipalité de gauche

qui avait utilisé l'opposition populaire au projet dans sa campagne, y mit un terme. Mais la SEMAVA et ses acquisitions existaient toujours. Aubry, en tant que nouveau maire, s'en retrouvait le PDG et affirmait sa volonté de revendre les pavillons. L'un d'eux en attendant la vente fut loué à une association d'éducateurs. Le bail expirait il y a quelques jours, et vendredi dernier, huit squatters prenaient possession de la maison vide.

Le week-end passé, la municipalité réagissait violemment : on n'avait jamais vu trois cars pour une expulsion à Antony ! Il faut dire que dans le voisinage on murmure que la mise à prix serait de 80 millions anciens, et Pietri, l'adjoint au maire a été très clair : «Si vous squattiez un taudis, on vous laisserait faire»...

Eric BREHAT



# Interview du réalisateur Jean-Michel Carré

Réalisée par Claude ANCHER

● Avec le film «Alertez les bébés» qui sort actuellement à Paris, au Marais et au Saint-Séverin, Jean-Michel Carré propose le résultat de toute une réflexion collective sur les problèmes de l'école. Après «L'enfant prisonnier» dont la cible était l'école traditionnelle, c'est cette fois l'école moderniste et son cortège de spécialistes en tous genres qui est l'objet d'une démythification, qui fait alterner scènes de fiction et interviews.

Comment s'est élaboré le film ? Pourquoi le cinéma militant doit-il aussi être un cinéma de spectacle ? Ce sont quelques-unes des questions que nous avons posées à Jean-Michel Carré.

— *Alertez les bébés est ton troisième film sur l'éducation. Comment en es-tu venu à t'intéresser spécialement à ce sujet ?*

— J.M.C. : Au départ j'y suis venu par hasard. Un ami de l'IDHEC faisait un stage à Vincennes et il m'a dit qu'il serait intéressant de faire un film sur cette Université. Après mai 68, où on a vu l'importance du mouvement étudiant, on pensait qu'avec Vincennes, on pourrait peut-être montrer une université révolutionnaire. On s'y est pas mal «promené» pendant plusieurs mois et puis, pendant qu'on faisait le film, on s'est aperçu que Vincennes n'était pas spécialement une université révolutionnaire, même s'il s'y passait pas mal de choses intéressantes. Loin d'être en relation étroite et constante avec l'extérieur et de servir de tremplin de réflexion sur les luttes, Vincennes tournait sur elle-même et avait très rarement des échanges avec l'extérieur.

Même après la sortie en 1974 de ce film intitulé *Le ghetto expérimental*, je ne pensais pas faire un autre film sur l'éducation. Et puis en 1975, avec Serge Poljinski, on a créé le Collectif Grain de Sable\*. On a travaillé sur d'autres problèmes, le nucléaire, le logement, l'avortement, la justice, l'armée. La diffusion,

bien sûr, se faisait surtout par le circuit parallèle, les comités d'entreprise, les usines en lutte, les foyers de jeunes travailleurs. Dans les débats quand on parlait de l'influence des idées bourgeoises dans la vie quotidienne des travailleurs, dans leurs conceptions politiques, on en venait souvent à mettre en cause le rôle de l'école. On a pensé qu'il serait peut-être important de montrer comment le pouvoir prend un enfant, le canalise, l'amène à une certaine situation idéologique.

A partir de là, j'ai réalisé un court métrage *L'enfant prisonnier*. C'est la journée d'un enfant de neuf ans, avec les différentes aliénations qu'il subit aussi bien à l'intérieur de la famille, que dans la rue, par les médias, et naturellement aussi à l'école.

J'ai cherché un endroit pour tourner ce scénario. A cause du sujet, je me suis fait mettre à la porte dans plusieurs écoles ; et puis j'ai entendu parler de l'école Vitruve, dans le 20<sup>e</sup> arrondissement de Paris. L'équipe d'instits a été d'accord, parce que ça correspondait aux luttes qu'ils mènent sur l'école. Comme Vitruve n'est pas une école traditionnelle, ça s'est obligatoirement transformé en film de fiction. Pendant des mois, on a revu le scénario, et avec du matériel vidéo on a répété toutes

les scènes du film. Ce n'est pas moi qui ai désigné les enfants pour les rôles. Ils ont tous essayé et après s'être vus, ils ont choisi eux-mêmes. C'étaient de très bons choix : par exemple, le rôle principal est tenu par un enfant qui n'était ni un «leader» ni un enfant à gros problèmes, exactement dans la moyenne...

Ce travail m'a permis de mieux connaître Vitruve, de voir que cette expérience allait plus loin qu'ailleurs.

— *Comment est venue l'idée d'Alertez les bébés ?*

— J.M.C. : Avec l'équipe de Vitruve, on voulait faire un autre film. En attendant, *L'enfant prisonnier* circulait beaucoup. Souvent dans les débats, des instituteurs se sentaient agressés par le film : «On n'est pas comme ça, c'est caricatural». Bien sûr, mettre une journée en une demi-heure, ça donnait l'impression de coups de poings successifs. Mais chaque scène en elle-même était juste. Des instits du PC affirmaient : «Les problèmes à l'école, c'est à cause des effectifs, du manque de formation et de moyens». Ils sont pour une école progressiste, moderniste, c'est-à-dire où l'on pense que les problèmes peuvent être résolus de l'intérieur par de bonnes méthodes et par de bons maîtres. Il suffit alors d'un changement à la tête de l'Etat pour que tout soit résolu. On en a même entendu déclarer : «La sélection à l'école, ça existe, mais nous, on ne la pratique pas...».

Alors, on a dit aux instits : on va faire un film sur cette école moderniste que vous présentez comme une bonne école.

— *Comme pour L'enfant prisonnier, Alertez les bébés a été un travail d'équipe... ?*

— J.M.C. : Oui, le film s'est construit petit à petit sans scénario préétabli. Pendant le tournage on a été amenés à appuyer sur certains aspects, en fonction des luttes, qui se déroulaient. Les luttes contre le dossier scolaire d'Haby ont notamment contribué à préciser l'axe du film.

C'est devenu un travail collectif avec des parents d'élèves, des travailleurs, des gens rencontrés au cours des débats, des chercheurs aussi. Des gens que j'avais vus à Vitruve et d'autres aussi, comme Claude Duneton, Liliane Lurçat ou Françoise Villiers que je suis allé voir. Il était important de trouver des gens qui pouvaient avoir une réflexion théorique sur l'éducation et en même temps une pratique qui leur avait permis de se remettre

## ALERTEZ LES BEBES



en question. Par exemple, Gérard Chauveau avait lui-même, comme dans le film, fait passer des tests. Il avait vu ce qu'on fait de la psychologie actuelle, il savait bien là où le bât blesse.

Un instituteur de Vitruve, Jean-Marc, qui joue le rôle de l'enseignant «progressiste» était passé lui-même par le mythe de l'école moderne, rénovée, avant de le remettre en cause. Duneton, lui, a fait le boulot de prof pendant vingt ans. Il sait de quoi il parle, quand il évoque les problèmes du langage, la fonction du prof, sa relation avec les élèves ou les parents.

Pour Françoise Villiers, on retrouve au départ la même mystification : les enfants ne réussissent pas, parce qu'ils ne sont pas «doués». Puis par une réflexion collective, on comprend que c'est le système éducatif qui met en échec les enfants de la classe ouvrière. D'où sa dernière phrase du film : «Au nom de la classe que nous représentons, nous refusons le concept de handicap socio-culturel dans lequel on veut nous enfermer».

— *Alertez les bébés, ce n'est pas seulement des interviews, c'est aussi de la fiction. Le spectacle, en somme ?*

— J.M.C. : La fiction était nécessaire puisque Vitruve n'est pas une école «moderniste». Mais la fiction permet aussi de choisir les moments importants, de supprimer les bavures ou les hésitations de l'interview, de concentrer la réalité. Et puis, elle sert à faire entrer le spectateur dans le film. Ce n'est pas parce qu'on fait un film politique qu'on doit refuser le spectacle.

Au Grain de Sable, c'était une des luttes qu'on voulait mener. Il y avait une image du cinéma militant qui était très mauvaise. Quand les gens en entendaient parler, ils pensaient aussitôt : film mal fait, ennuyeux. Le Grain de Sable s'est formé avec les gens qui étaient de toute manière techniciens, réalisateurs, pour que les films aient une qualité technique comparable avec tous les autres films. Film politique ne doit pas signifier film ennuyeux !

Parfois, l'humour peut faire passer plus de choses qu'un discours.

On essaie de faire un mélange de fiction et d'analyse avec des gens qui ne racontent pas n'importe quoi. Leurs analyses, ajoutées à des séquences tournées dans la réalité, viennent montrer aux spectateurs que ce qu'ils croyaient exagéré dans la fiction, était en fait exact.

Contrairement à *L'enfant prisonnier*, qui était surtout un travail de sensibilisation, *Alertez les bébés*, n'est pas seulement de la fiction. Le sujet n'était pas aussi facile à démontrer que l'école traditionnelle. Il fallait faire de la contre-information, par exemple sur les projets de fichage GAMIN ou AUDASS, sur lesquels les médias font le silence. En plus du spectacle, de la sensibilisation il fallait donner au spectateur des moyens d'agir dans la vie quotidienne, par exemple en face d'un psychologue, d'un médecin scolaire. Qu'il puisse opposer à ces spécialistes une autre information, ne pas remplir des documents n'importe comment, ou même ne pas les remplir du tout, s'ils sont dangereux.

Au Grain de Sable on fait des films pour que les gens puissent se battre, prendre le pouvoir sur leur vie quotidienne, sortir de la non-responsabilité où le pouvoir voudrait les maintenir. C'est pour cela qu'on veut sortir nos films dans le circuit commercial ; on se bat pour que des salles s'équipent en 16 mm et sortent nos films, et qu'ainsi les gens sachent qu'il existe des «outils de travail» pour leurs luttes. Après, ils peuvent demander le film en circuit parallèle, organiser des débats pour discuter de leurs problèmes et progresser dans leurs luttes.

*Alertez les bébés*, De JM Carré

Production - diffusion :  
Collectif Grain de Sable  
206 rue de Charenton 12 Paris  
Tel : 344 - 16 - 72

Débat avec le réalisateur et des enseignants de Vitruve, le vendredi 6 octobre de 21 h à 22 h au Cinéma Saint-Séverin





Tandis que les « Brigades internationales » se rassemblent à Panama pour aller combattre au Nicaragua

## Les manœuvres de l'impérialisme continuent

Somoza a annoncé qu'il acceptait la médiation des USA et celles du Guatemala et de la République Dominicaine mais il refuse toujours de démissionner avant la fin de son mandat qui expire en 1981. Alors qu'il faisait cette déclaration retransmise en direct à la radio et à la télévision vendredi soir, la ville de Managua était toujours secouée par l'explosion des bombes. Tomas Borges, un des fondateurs du Front sandiniste interviewé à la Havane a notamment déclaré : « Tant que les objectifs ne seront pas réalisés, les combattants sandinistes ne baisseront pas les armes », il a expliqué que les guerilleros sandinistes n'ont subi que de faibles pertes et ont procédé à un repli tactique dans les montagnes. Il a ajouté que si les sandinistes bénéficiaient d'appuis matériels et moraux ils n'ont par contre reçu d'armes d'aucun gouvernement. Parlant des menaces de l'impérialisme

américain le dirigeant sandiniste a révélé que les USA ont envoyé un croiseur avec 400 soldats à son bord dans les eaux du Pacifique nicaraguayen. Depuis Panama des brigades internationales formées de 300 volontaires s'apprêtent à aller combattre au Nicaragua contre Somoza ; certains sont déjà partis sous la direction de l'ancien sous-secrétaire d'Etat à la santé du gouvernement panaméen. D'autre part, la conférence organisée par le comité panaméen de soutien au peuple nicaraguayen a demandé que les gouvernements rompent leurs relations diplomatiques avec le Nicaragua, qu'un boycott commercial du pays soit organisé, que l'ONU discute de la question des droits de l'homme au Nicaragua et enfin qu'aucun gouvernement du Nicaragua ne soit reconnu s'il ne comprend pas « une participation effective du Front Sandiniste ».

# ISRAËL S'EST INSTALLÉE POUR RESTER

## 3 - La colonisation intensive et expropriations légales.

Plusieurs moyens sont mis en œuvre par l'État sioniste pour coloniser assez vite la Cisjordanie, en vue de la rattacher purement et simplement aux terres occupées en 48. Parmi ces moyens, il y a la création des « villes de développement », qui permettent de créer une concentration de colons là où il y a une forte proportion de Palestiniens : Naplouse, Ramallah, Al Khalil et Jérusalem. D'autres moyens sont pris !

— La loi des absents. Une nouvelle loi sur les terres et propriétés diverses « des absents » est apparue durant cet été. Elle complète une autre, celle de 1967 relative aux terres récemment occupées : les terres et propriétés de ceux qui ont quitté leur pays pour aller dans les pays arabes sont expropriées. Aujourd'hui, il s'agit des biens d'autres « absents », les Palestiniens se trouvant à l'étranger (Europe, Amérique Latine, USA, etc.). Ces biens sont expropriés. Les terres représentent environ 250 000 dunums, et sans compter les maisons, les usines et autres entreprises.

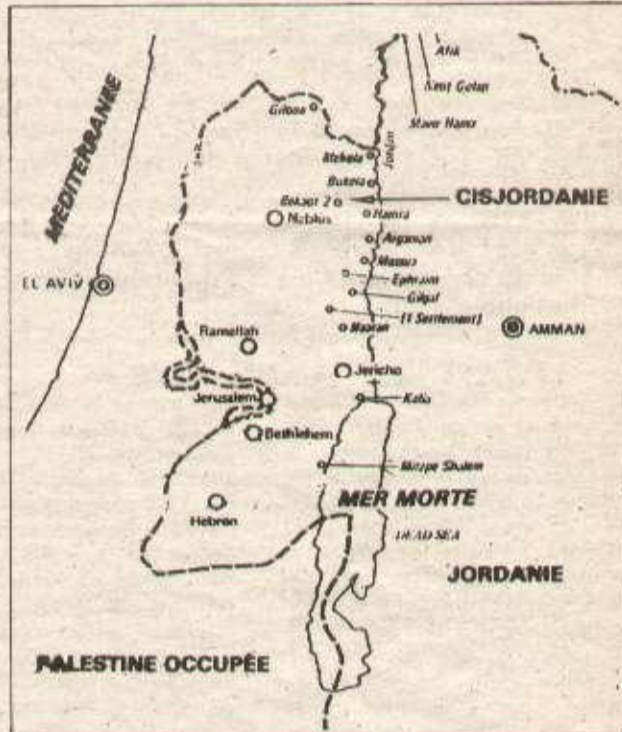
— Sharon et la compagnie « d'achat » des terres. Une compagnie « d'achat » des terres est mise en place sous la di-

rection de Sharon, ministre de l'Agriculture et président du comité ministériel de la colonisation. Face au refus des Palestiniens de vendre leurs terres, au refus des indemnités, proposées par les divers « acheteurs » dont le Fonds National Juif, l'État sioniste a voulu centraliser les moyens : c'est Sharon qui s'en occupe directement. Un moyen supplémentaire d'aller plus vite en besogne avant que la Cisjordanie ne leur échappe.

— La colonisation dans Al Alghouar.

C'est la région qui limite la Cisjordanie et la Jordanie. La colonisation dans cette région ne date pas des dernières années, mais il est intéressant de montrer que quelle que soit l'équipe au pouvoir en Israël, la colonisation est la même et ne vise qu'un seul but : empêcher que cette partie de la Palestine ne soit un sujet de tractations avec les pays arabes. Plusieurs colonies se trouvent le long des Al-Alghouar :

— Mahoula : Créée en 1972, sur les terres de deux villages palestiniens. Un puits artésien a été construit, ce qui a conduit à l'assèchement de plusieurs puits autour.  
— Nahal Rouni : Créée en 1976 sur les terres d'un village. C'est une colonie militaire agricole.



- Bakout : Créée en 1972 sur les terres de 4 villages et l'État cherche à mettre la main sur le village d'Al-Bakia du Nord, pour joindre les terres à la colonie.
- Al-Hamra : Créée en 1971 sur les meilleures terres agricoles de la vallée Al-Faria.
- Maalia Iphraïm : créée en 1972, cette colonisation est une des plus importantes dans la région.
- Yetaf : Créée en 1970 sur les terres de 2 villages.
- Fassail : créée en 1970.
- Tomer : Créée en 1976.
- Jaljal : Créée en 1969 par la jeunesse de l'armée, Nahal.
- Natif Hajoud : Créée en 1976.
- Naaran : créée en 1970 sur les terres de 2 villages par le Nahal mais actuellement elle est liée au parti travailliste.

A suivre.

## 4<sup>e</sup> Congrès du Front Polisario

Le quatrième Congrès populaire du Front Polisario s'est tenu du 25 au 28 septembre à Qued En Nasr, dans les territoires libérés du Sahara. A une étape décisive de la lutte du peuple sahraoui, le Congrès a redéfini la stratégie du Front. Il a adopté notamment un programme d'action national et un manifeste politique. A l'heure où se développent en particulier de la part de l'impérialisme français des manœuvres de « médiation » pour imposer un règlement sur le

La décision du 12 juillet 1978 a créé des conditions nouvelles et une dynamique de paix qui doit être exploitée dans l'intérêt des peuples de la région. L'arrêt des opérations militaires en territoire mauritanien est une démonstration éclatante de la volonté du peuple sahraoui de nouer des relations avec tous les peuples du Maghreb arabe et en particulier le peuple mauritanien frère.

L'arrêt des opérations militaires en territoire mauritanien est une occasion précieuse pour le peuple mauritanien et son nouveau gouvernement pour réviser sa politique d'agression et de haute trahison menée par le gouvernement précédent. Cette politique fait de la Mauritanie une entité menacée.

### LA LIBERTÉ EST LA BASE DE TOUT CHOIX

« Le quatrième congrès populaire général rappelle que notre combat est un combat de libération pour l'indépendance nationale et non destiné à provoquer la chute des régimes étrangers. De ce fait notre combat est dirigé contre la politique d'agression et de l'expansionnisme et continuera inlassablement jusqu'à la libération totale et complète du dernier pouce du territoire de la RASD.

Le Congrès demande au nouveau gouvernement mauritanien :

1. La reconnaissance officielle de la souveraineté de la République arabe sahraouie démocratique sur

# « LE PEUPLE SAHRAOUI EST UNE REALITÉ... »

dos du peuple sahraoui, le Front Polisario rappelle ses positions dans son manifeste. Il a décidé de prolonger le cessez-le-feu avec la Mauritanie, mais en mettant le nouveau gouvernement mauritanien en face de ses responsabilités. Celui-ci doit se saisir de l'occasion qui lui a été donnée par le Front Polisario le 12 juillet 1978 (date de cessez-le-feu) pour aller jusqu'au bout du processus de paix en respectant l'intégrité territoriale du Sahara Occidental.

l'ensemble du territoire du Sahara occidental ;

2. La restitution de la partie qu'elle occupe aux autorités de la RASD ;

3. Le retrait des forces mauritaniennes à leurs frontières internationalement reconnues de la Mauritanie (frontières de 1960).

La souveraineté du peuple mauritanien ne saurait être réelle au détriment du peuple sahraoui. De même que l'indépendance de la Mauritanie, voire son existence, dépendent largement de l'indépendance et de l'existence du peuple sahraoui, étant donné que l'expansionnisme du régime marocain vise tous les peuples de la région et essentiellement les peuples sahraoui et mauritanien qu'il n'a cessé de convoiter.

Les relations de solidarité historique et les liens de fraternité existant entre les

peuples du Maghreb arabe et essentiellement les peuples sahraoui et mauritanien ne doivent pas être exploitées au détriment des autres. Ces relations ne sont pas les fruits du hasard mais une conséquence d'un long combat commun contre les agressions colonialistes étrangères. Ainsi, ces relations historiques sont des relations de lutte, de solidarité et de bon voisinage. Le rétablissement de cette solidarité tout à fait normale pour la lutte contre le colonialisme, l'expansionnisme et l'agression est inéluctable.

La liberté est la base de tout choix. Et partant, la liberté et l'indépendance du peuple sahraoui sont matérialisées dans son acquis historique : la RASD, qui joue un rôle fondamental dans le rétablissement de la

stabilité et l'équilibre dans la région.

Persister à renier le droit inaliénable de notre peuple à la liberté et à l'indépendance, et refuser de répondre à son désir franc à la paix réelle et juste, basée sur le respect mutuel de la souveraineté, c'est persister dangereusement à poursuivre l'invasion colonialiste de notre pays. Que les États qui ont voulu se substituer au colonialisme espagnol assument la responsabilité dans toutes ses conséquences.

Poursuivre l'occupation de notre pays par la force des armes ne va pas sans avoir de graves conséquences sur la paix et la sécurité dans la région.

Le Congrès attire l'attention sur le danger que comporte toute solution qui ne respecte pas la volonté du peuple sahraoui et de son représentant unique et légitime, le Front Polisario, à préserver son indépendance nationale à l'intérieur des frontières de son État : la RASD.

Toute initiative, quelle que soit sa sincérité ne peut vraiment aboutir si elle ne compte pas avec la détermination de notre peuple à défendre sa souveraineté et

ses droits nationaux reconnus par toutes les organisations internationales et particulièrement par l'ONU qui demeure le véritable cadre approprié de la décolonisation de notre pays, et l'OUA qui assume de lourdes responsabilités à défendre notre peuple et ses droits à l'autodétermination, à l'indépendance et l'intégrité territoriale.

Le peuple sahraoui est une réalité qui existe militairement et politiquement, une réalité historique et profonde qu'on ne peut pas outrepasser. Le reniement de cette réalité par le Maroc et la Mauritanie est la cause du conflit actuel.

La communauté internationale, toutes les organisations et toutes les forces éprises de paix et de justice apprécieront sans doute la bonne et franche volonté du peuple sahraoui de vivre libre, souverain, et en paix avec ses voisins comme il est démontré clairement dans les principes et les initiatives qu'il n'a cessé de déclarer au vu et au su du monde entier.

Extrait du Manifeste Politique



## PROGRAMME TÉLÉ Mardi 3 octobre

### TF 1

19 h 20 - Actualités régionales  
19 h 45 - L'inconnu de 19 h 45  
20 h 00 - Journal  
20 h 30 - Il était une fois Walt Disney,  
21 h 25 - L'aventure des pôles. *Emission de P.E. Victor*  
22 h 15 - Jazz à Juan,  
22 h 40 - Journal et fin

### A2

18 h 35 - C'est la vie  
18 h 55 - Des chiffres, des lettres  
19 h 20 - Actualités régionales  
19 h 45 - Top club  
20 h 00 - Journal  
20 h 35 - Les dossiers de l'écran : Charly. *Film de Ralph Nelson (1968). Avec Cliff Robertson. Dramatique. Débat : Un univers encore inconnu, le cerveau.*  
23 h 30 - Journal et fin

### FR 3

19 h 20 - Actualités régionales  
19 h 40 - Télévision régionale  
19 h 55 - Il était une fois... l'homme  
20 h 00 - Les jeux de vingt heures  
20 h 30 - Sissi impératrice. *Film autrichien d'Ernst Marischka (1956). Avec Romy Schneider. Film historique.*  
22 h 15 - Journal et fin

## Mercredi 4 octobre

### TF 1

18 h 15 - A la bonne heure : Pourquoi le yoga à l'école ?  
18 h 25 - Un, rue Sésame  
18 h 55 - Christine. *Feuilleton.*  
19 h 15 - Une minute pour les femmes  
19 h 20 - Actualités régionales  
19 h 45 - L'inconnu de 19 h 45  
20 h 00 - Journal  
20 h 30 - Aurélien. *Film TV d'après le roman d'Aragon. Première partie : Bérénice.*  
22 h 05 - L'enjeu  
23 h 05 - Journal et fin

### A 2

18 h 55 - Des chiffres, des lettres  
19 h 20 - Actualités régionales  
19 h 45 - Top club  
20 h 00 - Journal  
20 h 30 - Muppet show. *Invité : Leo Sayer.*  
21 h 05 - Mi-fugue, mi-raison. *L'attirance exercée par les jeunes par les professions du spectacle.*  
22 h 20 - Voir.  
23 h 30 - Journal et fin

### FR 3

18 h 55 - Tribune libre : Centre des Démocrates sociaux.  
19 h 10 - Information  
19 h 20 - Actualités régionales  
19 h 40 - Télévision régionale  
19 h 55 - Il était une fois... l'homme  
20 h 00 - Les jeux de vingt heures  
20 h 30 - Améthyste ou la comédie de l'informatique. *Film TV. A la dénonciation sérieuse de l'emploi systématique de l'ordinateur. Maurice Bruzek, journaliste à TF 1, a préféré la parodie.*  
22 h 10 - Journal et fin

## Campagne abonné ami 1978-1979

### LA CARTE D'ABONNÉ AMI DU QUOTIDIEN DU PEUPLE VOUS DONNE DROIT

#### A un abonnement a

- *Front Rouge*, revue politique et théorique du PCRml.  
- *Pékin information*.  
- *La Chine en construction*  
Réception du *Manifeste pour le Socialisme*.

#### et à un livre ou un disque au choix

##### PARMI LES LIVRES

- **LE TOME V DE MAO TSÉ TOUNG**  
ou  
- *La France de 68* (A. Delale et A. Ragache)  
- 500 affiches de mai 68  
- *Kuo Mo Jo* : poèmes de 1921 à 1964 traduits par Michelle Loi  
- *Adieu camarades* (Roger Pannequin)  
- *Argentine : Révolution et contre révolution* (F. Gèze/A. Labrousse)  
- *Salaire aux pièces* (Miklos Haratzi)  
- *Ecoles rurales, quel avenir*  
- *Nucléaire danger immédiat* (CFDT) et *électronucléaire danger* (groupe de scientifiques pour l'information sur l'énergie nucléaire)  
**PARMI LES DISQUES**  
- *L'homme qui regarde son pays de l'exil* (Higinio Mena, chants argentins)  
- *Chants anti-nucléaires* (Comité régional d'information et de lutte anti-nucléaire de Basse Normandie) et *Argentine Solidarité* (COBAS)  
- *Poèmes chantés de Palestine, Syrie et Tunisie* (Hedi Guella)  
- *Ils se meurent nos oiseaux* (disque édité en soutien aux luttes des bretons frappés par la marée-noire).

#### Sur présentation de la carte «abonné ami» du Quotidien du Peuple

- Entrée gratuite dans les meetings et réunions du P.C.R. ml  
- Réductions dans certaines librairies et cinémas dans les grandes villes.

#### LIBRAIRIES

<b>Aix en Provence</b> Librairie quotidienne 5 rue Félix Gouet (10 %)	<b>Lyon</b> Librairie populaire 226 rue Duguesclin (3 <sup>e</sup> ) (10 %)
<b>Besançon</b> Lib. Les sandales d'Empédocle Place Victor Hugo 138 Grande Rue. (10 %)	<b>Marseille</b> Librairie Lire (10 %) Rue Sainte (1 <sup>re</sup> )
<b>Bourges</b> Lib. Nathanaël 4, cours Avaricum.	<b>Metz</b> Librairie Géronimo Rue du Pont des Morts (10 %) <b>Montluçon</b>

#### Brest

Lib. Graffiti (10 %)  
Place Saint-Louis  
**Caen**  
La Licorne (10 %)  
Rue Froide  
**Clermont-Ferrand**  
Lib. Jean Rome (10 %)  
1 rue des Gras  
**Evreux**  
Lib. Dubois-Dehayes  
rue Chartraine (5 %)  
**Grenoble**  
Le Livre ouvert  
Cours Fontaine (10 %)  
**La Rochelle**  
Lib. La Genette (5 %)  
Rue Rougemont  
**Le Mans**  
Lib. La Taupe  
2 quai amiral Lalande  
(10 %)  
**Lille**  
Librairie populaire  
40 rue de Guesdes

Le Bouillon de culture  
15 rue Barathon (10 %)

#### Nice

Le Temps des Cerises  
50 bd de la Madeleine  
(10 %)

#### Nantes

Librairie 71 (10 %)  
50 bd de la Madeleine

#### Orléans

Les temps modernes  
rue N. D. de Recouvrance  
(5 %)

#### Quimper

Calligrammes  
23 rue du Sallé (10 %)

#### Perpignan

Le Futur antérieur  
22 rue Grande-la-Réal  
(10 %)

#### Reims

Le Grand jeu  
20 rue Colbert

#### CINEMAS

<b>Paris</b> Saint-Séverin 12 rue Saint Séverin (5 <sup>e</sup> ) Tarif étudiant : 10 F La Clef 21 rue de la Clef (5 <sup>e</sup> ) Tarif étud. Seine Cinéma 8 rue Frédéric Sauton (5 <sup>e</sup> )	<b>Châtelet-Victoria</b> 19 avenue Victoria 1 <sup>er</sup> <b>Lyon</b> Cinématographe 44 cours Suchet (2 <sup>e</sup> ) Tarif collect. (5 tickets : 40 F). Le Canut 32 rue Leynaud (1 <sup>er</sup> ) (tarif. étud.)
--	--

Nom (en capitales) .....  
Prénom .....  
Ville .....

Date :

Abonnement normal 350 F   
Abonnement de soutien 600 F   
... F

Mode de versement : - en une fois  - en trois fois

Indiquez par une croix dans les cases vos différents choix.  
Découpez et renvoyez au Quotidien du Peuple

BP 225 75924 Paris Cédex 19.  
Crédit Lyonnais Agence ZU compte n° 7713 J.

Le prix de l'abonnement est de 350 F, qui peuvent être versés soit intégralement à la commande, soit en trois fois (200 F à la commande, puis 100 F et 50 F, échelonnés sur trois mois. Nos abonnés disposeront d'une carte «abonné-ami», qui leur donnera un certain nombre d'avantages, dont nous publions la liste ci-dessus.

# imro: des travailleurs aux pieds nus

21<sup>e</sup> épisode

La lutte racontée par les travailleurs eux-mêmes (Extraits)

Éditions Fédérop

Nous accordions bien plus de considération à une pièce de 1 franc si elle reposait sur une prise de conscience véritable du travailleur, qu'au billet de 10 francs qui ne possédait pas de vérité, un truc qui pouvait ressembler à une obligation pour s'acheter à pas cher l'illusion d'être en accord avec son devoir, et le soutien ne doit pas être conçu comme étant une obligation. Cet aspect-là nous était toujours intolérable car ce truc dégageait une odeur nauséabonde, un peu comme de la pourriture.

Notre conception de la solidarité renvoyait à l'attitude que nous avions vis-à-vis de la production que nous réalisions pour l'extérieur. Quand nous parlions plus haut de savoir pour qui imprimer et le choix qui en découlait, nous voulions signifier par là que notre production pour l'extérieur était à nos yeux un acte militant et ce que nous demandions était le versement d'une obole bien souvent symbolique. Il suffira de savoir que nous imprimions surtout dans les faits pour nos frères de lutte tels que le M.I.R., mouvement de la gauche révolutionnaire chilienne, pour les travailleurs en lutte, pour le Comité de Chômeurs des Maîtres-auxiliaires, les camarades de Caron-Ozanne, pour le Comité de Chômeurs de la C.G.T. ou encore pour les camarades du Comité anti-Apartheid de Rouen, sans oublier par exemple le Comité de Soutien aux militants syndicalistes emprisonnés à la suite de l'affaire des Comités de soldats : la liste en serait fort longue à continuer d'énumérer. Si nous imprimions pour ces différents mouvements, c'était la conséquence directe des affinités que nous pouvions avoir. En effet, quand des camarades extérieurs nous demandaient d'imprimer, nous en faisons bien souvent une discussion collective entre les copains qui demandaient ce type de réalisation et nous. En fonction de ces débats, les

occupants se déterminaient pour savoir s'ils devaient soutenir ces luttes ou non. Mettre notre matériel au service des luttes reposait toujours sur une prise de conscience de la part des gars, ce qui faisait également que nous n'avons jamais eu l'impression de travailler, car ce « travail », nous le ressentions comme étant un élément de notre lutte qui s'intégrait dans un combat bien plus vaste. C'est ceci qui explique qu'au travers de ce type de soutien que nous assumions, les liens s'enrichissent et se renforcent avec les camarades de ces différents mouvements. Aussi n'était-il guère étonnant que nous refusions de travailler pour ceux qui nous apparaissaient comme étant des clients puisque nous n'avions aucune relation effective durable.

Cette absence de soutien au niveau des structures syndicales était très certainement liée aux possibilités de reprise économique de l'entreprise. En effet, tant qu'il y aura quelques solutions de reprise d'activité de l'IMRO, c'est-à-dire pendant les deux premiers mois, notre Union départementale et notre Union locale seront relativement présentes dans le soutien, avec les limites que nous avons présentées.

La masse de la clientèle qui existait et qui restait fidèle à l'IMRO constituait un atout pour obtenir la réouverture de l'imprimerie, d'autant plus que nombre de clients affirmeront publiquement leur volonté de reconduire leur contrat avec l'entreprise une fois que celle-ci rouvrirait ses portes. Dans ce cadre-là, obtenir la réouverture aurait été relativement aisé et aurait constitué une victoire pour les travailleurs de la région, et cela expliquait la « présence » de nos instances syndicales, quitte même à rogner sur l'étendue de ces succès en cas de réouverture, en acceptant des licenciements. En effet, du patron éventuel, il aurait fallu s'attendre de toute

manière à des appels au sacrifice pour mieux justifier le rachat de la boîte, rachat qui bien entendu se serait déroulé en fonction des lois de la rentabilité capitaliste, en l'occurrence en se situant dans le cadre du rapport Lecat qui prévoit la déqualification et l'intensification du travail. Comme nos organisations se battent bien plus souvent sur la défense du potentiel industriel que sur le maintien de l'emploi pour tous (les exemples en sont la Néogravure et Larousse), cela n'aurait pas constitué un obstacle bien important, quitte à passer sur le corps de quelques dizaines de travailleurs de l'IMRO. Dès lors qu'un succès de jour en jour devenait de plus en plus lointain, pour finir par être inexistant, on nous a laissé tomber. Cela revenait à enterrer dans les faits le plan Lecat, sans vouloir réagir, sans vouloir se donner les moyens d'une riposte réelle. Quelque part, on espérait que la lutte s'éteindrait d'elle-même, pour ne plus en parler, pour ne plus en entendre parler.

En octobre 1975 se tiendra le Congrès régional de la F.F.T.L. regroupant les sections du Livre de l'ensemble de la Normandie. Caron-Ozanne était occupée depuis le 5 juin, l'IMRO depuis le 29 septembre et Michel Frères, à Evreux, était sur le point de fermer ses portes. Avec la disparition de ces trois imprimeries, il y avait quatre cents chômeurs dans notre profession et, dans l'ensemble de la Normandie, nous nous retrouvions un ouvrier du Livre sur quatre à être sans emploi.

A suivre



Quelques jours avant les négociations Égypte - Israël

## LES COMBATS REDOUBLENT D'INTENSITÉ AU LIBAN

C'est le 12 octobre que doivent débiter à Washington, les négociations Égypte-Israël, en vue de la signature dans un délai de trois mois, d'un traité de «paix» séparé. C'est ce qu'a annoncé lundi le porte-parole de la Maison Blanche, confirmant ainsi le patronage de l'impérialisme américain aux tractations en cours. L'objectif fixé serait la signature du traité d'ici le 19 novembre, soit un an après la visite de Sadate à Jérusalem. Carter qui vient d'être invité par le président égyptien, se rendrait alors en Égypte pour parapher l'accord.

Les propos tenus respectivement côté égyptien, et côté israélien, ces derniers jours, sont venus mettre encore en évidence la réalité des intentions sionistes, concernant les Palestiniens. Alors que l'ambassadeur d'Égypte aux États-Unis déclarait : «L'autonomie complète offerte aux Palestiniens en Cisjordanie les mènera à l'autodétermination et, en fin de compte, à l'indépendance», Begin prenait soin de préciser dimanche, dans une interview à la presse de Tel Aviv : «J'ai expliqué au président Carter que nous proposons l'autonomie de la Cisjordanie et de Gaza pour une période de cinq ans, mais que cela ne signifiait pas que nous abandonnons notre titre de souveraineté sur ces territoires. Nous l'exigerons au cours des négociations sur leur avenir définitif au terme de ces cinq ans d'autonomie. Si un accord n'est pas conclu, le statut d'autonomie sera maintenu».

C'est dans ce contexte, où les partenaires de

Camp David essaient de mettre en œuvre le processus qu'ils ont défini, que les combats redoublent d'intensité au Liban, entre les milices de droite et les unités syriennes de la «force arabe de dissuasion» (FAD). Dans un message qu'il a adressé lundi au Liban, le président de la République libanaise Elias Sarkis, a annoncé la formation d'un nouveau gouvernement qui remplacerait le cabinet de «technocrates» installé depuis deux ans, et un «plan de sécurité» d'ici dix jours, un plan dont on a quelque peine à voir les contours exacts. Le président Sarkis, tout en se désolidarisant des «mesures de répression qui frappent les habitants», évoquant par là les destructions massives par l'artillerie syrienne des quartiers de la capitale tels Achrafieh où opèrent les milices de Chamoun et les Phalanges, a accusé «les éléments qui, très souvent, provoquent la FAD». Les milices de droite retranchées dans Beyrouth-est et une partie de la montagne libanaise, à proximité

de la capitale, entre Beyrouth et Byblos, paraissent souhaiter une extension du front des combats à la région de la montagne. Des concentrations de tanks Sherman, livrés par Israël, depuis 1976, auraient été effectuées par les milices dans l'après-midi de lundi, en vue d'une riposte à l'artillerie syrienne.

Dès la matinée, lundi, les milices avaient entrepris des bombardements dans la région d'Alloy, à quinze kilomètres de Beyrouth. Et le camp de réfugiés palestiniens de Chatila, notamment a été pris pour cible par les milices. Selon *Techrine*, l'organe de l'armée syrienne, «ces accrochages ont pour but d'affaiblir la position de l'OLP et de la Syrie, après la signature des accords de Camp David».

### LES ÉTATS-UNIS «MODÉRATEURS» ?

Sans doute, cet affaiblissement est souhaité par l'impérialisme américain et Israël qui entendent réduire l'opposition aux «accords» de Camp David. Toutefois, même s'il est de notoriété que les milices de droite ont été de plus en plus armées et en partie entraînées par Israël, rien n'indique que l'impérialisme américain souhaite, dans l'immédiat, une extension du conflit au Liban, la Maison Blanche étant plutôt favorable au maintien

des troupes syriennes stationnées au Liban, sous l'uniforme de la «force arabe de dissuasion». Du point de vue des États-Unis, les accords de Camp David impliquant le ralliement des autres pays arabes à la démarche égyptienne, les Américains ne souhaitent donc pas durcir actuellement leurs relations avec la Syrie, comme en avait d'ailleurs témoigné la récente rencontre entre le secrétaire d'État US Cyrus Vance, et le président syrien Assad. Dans ce cadre-là, le développement d'une situation incontrôlée sur le terrain au Liban, pourrait apparaître comme une menace contre le processus de Camp David-lui-même. Donc, tout en souhaitant sur le fond, un affaiblissement de l'OLP, qui peut résulter de son implication dans une nouvelle guerre civile (implication que les milices souhaitent comme le montrent leurs bombardements contre des camps de réfugiés palestiniens), et un affaiblissement de la Syrie par son enlèvement au Liban, il est très possible que les États-Unis posent en «modérateurs».

Ils peuvent le faire en limitant actuellement leur appui aux forces libanaises de droite, en faisant pression sur Israël dans ce sens, tout en prêchant la «modération» à Damas au sujet de son engagement militaire au Liban.

Élections européennes

## Barre se prononce pour une liste unique de la droite

Remous dans la majorité à la suite de la petite phrase de Barre, lundi après-midi. A la sortie d'un déjeuner offert à la commission des Finances de l'Assemblée nationale, Robert André Vivien (RPR) annonçait que le premier ministre s'était déclaré «favorable à la constitution d'une liste unique de la majorité pour les élections à l'Assemblée européenne». Il reprenait ainsi une proposition faite par Guichard dans un article paru dans le *Figaro*.

La nouvelle a d'autant plus surpris que les divergences entre RPR et UDF sur la question européenne ne laissent aucun doute sur le fait qu'il y aurait deux listes — au moins — de la droite à ces élections. Lors des journées parlementaires de l'UDF, la plupart des participants s'étaient déclarés favorables à la constitution d'une liste UDF.

Aussi, les réactions des chefs de file du RPR et de l'UDF sont-elles mitigées. Stasi, du CDS, s'écriait : «Vous imaginez Debré et Lecanuet sur la même lis-

te, ce serait plaisant. Sans parler de la confusion dans les esprits». Chénaut jugeait que, concernant la construction européenne, son devenir «n'apparaît encore ni clair ni d'ailleurs commun à nos partenaires».

Du côté du RPR, Labbé s'estimait surpris par la proposition, et estimait que Barre n'avait pu tenir ces propos qu'en accord avec l'Élysée.

Face aux vagues que provoquait cette déclaration, l'Hôtel Matignon publiait une mise au point en fin d'après-midi, visant à relativiser les propos tenus. Selon ce communiqué, le premier ministre avait dit que «tout ce qui pouvait marquer l'unité de la majorité lui paraissait excellent et que, plus précisément en ce qui concernait les élections européennes, il était important qu'elles ne puissent pas apparaître comme une compétition de politique intérieure. Mais l'avis du premier ministre est qu'il s'agit d'une affaire qui relève des formations de la majorité...».

## Callaghan mis en minorité dans son parti

La Conférence annuelle du parti travailliste s'est ouverte lundi dans une ambiance de crise. Des délégués, représentant les syndicats les plus importants, sont intervenus contre le projet gouvernemental de limitation des hausses de salaires à 5%. Le Congrès a rejeté le projet de Callaghan. La grève des 57 000 travailleurs de chez Ford n'a certainement pas été pour rien dans cette position des dirigeants syndicaux. C'est précisément contre cette limitation de 5% que les travailleurs de Ford sont partis en grève.

Callaghan a fait savoir par l'intermédiaire de ses collègues, ministres, qu'il persisterait dans son pro-

jet. Il a fait remarquer qu'une conférence du parti travailliste n'a pas pouvoir d'imposer des décisions au gouvernement. Pour faire pression sur le Congrès, le chancelier de l'échiquier Healy a brandi la menace des élections qui doivent se dérouler, estime-t-on dans les 12 prochains mois.

Selon le chancelier, la remise en cause de la politique d'austérité relancerait l'inflation et provoquerait probablement la chute des travaillistes à ces élections. Dans les couloirs, Healy minimisait l'importance du vote en déclarant : «Depuis 23 ans que j'assiste aux Congrès du parti, ce genre de prise de bec se produit toujours».

### UN DISSIDENT PROTESTE CONTRE L'ACCUSATION DE PARASITISME

Youri Gastiev, philosophe, réfute l'accusation de parasitisme qui lui a valu déjà de passer cinq ans dans les camps soviétiques, et de perdre son poste l'année dernière. Etant en mesure de prouver qu'il a collaboré à un certain nombre de revues scientifiques et que par conséquent il n'est pas un «parasite», il demande au procureur de Moscou

de mettre fin à la procédure engagée contre lui.

### NOUVELLE ARRESTATION EN RFA

Au cours d'un contrôle de routine effectué dans le nord de l'Allemagne, une étudiante Karin Aalbers a été arrêtée par la police. Le parquet de Karlsruhe l'a inculpée d'«assistance à organisation terroriste», elle est soupçonnée d'avoir servi de chauffeur à Willy Stoll, abattu par la police il y a un mois à Düsseldorf.

## Tunisie : le fils de Habib Achour condamné à un an de prison

Quatorze parents des comparaisaient samedi en syndicalistes qui sont jugés flagrant délit devant le tri-

### ● USA : Carter réquisitionne les cheminots en grève

Les 300 000 cheminots qui étaient en grève depuis plusieurs jours sont contraints par décision d'un juge fédéral de reprendre le travail pour une période de 60 jours. Les grévistes qui avaient bloqué le trafic marchandises et voyageurs sur tout le territoire ont été réquisitionnés au nom de la même loi dont Carter avait fait usage au printemps dernier pour obliger les mineurs de charbon à cesser leur grève. Les cheminots ont néanmoins obtenu la garantie qu'aucune sanction ne serait prise à l'encontre des grévistes.

### ● Manifestation au Pays Basque

Samedi soir, des manifestations ont eu lieu dans quatre grandes villes du pays Basque, pour le maintien des «fueros», droits historiques reconnus sous le régime républicain et qui avaient été repris par Franco. Les manifestations auxquelles la gauche espagnole, le PCE et le PSOE n'ont pas participé, ont regroupé 85 000 personnes. A Giron, les ouvriers des chantiers navals qui manifestaient contre 64 licenciements, ont élevé des barricades.

bunal cantonal de Tunis. Ils avaient été arrêtés par la police jeudi alors qu'ils tentaient d'assister au procès des syndicalistes à la Cour de Sureté de l'État. Le tribunal a prononcé contre eux 13 condamnations à un an de prison et une condamnation à 18 mois de prison pour «attroupement sur la voie publique» et «outrage à fonctionnaire». Parmi les accusés figure le fils de l'ancien secrétaire général de l'UGTT Habib Achour, qui est condamné à un an de prison pour avoir voulu assister au procès de son père.

Au procès des syndicalistes, la journée de samedi a été marquée par les déclarations de Irving Brown, délégué pour l'Europe de la centrale syndicale américaine et de Otto Kersten, secrétaire général de la CISL, venus témoigner tous les deux en faveur de Habib Achour. Otto Kersten devait déclarer que la grève générale du 26 janvier appelée par l'UGTT ne justifiait en au-

cune manière «d'intervention brutale des autorités qui semblaient malheureusement vouloir profiter de l'occasion pour réprimer le syndicalisme libre en Tunisie.»

Irving Brown a, quant à lui refusé de répondre aux questions du tribunal concernant les rencontres de Habib Achour avec le colonel Khadafi. Il semble que les autorités tunisiennes veuillent faire cautionner la thèse du complot étranger avec la Libye. A cet effet le ministre tunisien de la Défense nationale, Abdallah Farhat vient de faire savoir qu'en août dernier une cache contenant des armes de fabrication soviétique a été découverte près de la frontière libyenne. Il faut s'attendre dans les prochains jours à ce que la Cour de Sureté de l'État accuse les syndicalistes de complot armé, en se servant de la découverte de ce dépôt d'armes et prononce ainsi des peines très lourdes.

Frank ROUSSEL